

SECURITIES AND EXCHANGE COMMISSION
Washington, D.C. 20549

FORMULAIRE 20-F

- ☐ Déclaration d'inscription suivant l'alinéa 12(b) ou (g) de la *Securities Exchange Act of 1934* (Droits exigibles)
- ou
- ☒ Rapport annuel suivant l'article 13 ou l'alinéa 15(d) de la *Securities Exchange Act of 1934* (Droits exigibles)
- ou
- ☐ Rapport de transition suivant l'article 13 ou l'alinéa 15(d) de la *Securities Exchange Act of 1934* (Aucuns droits exigibles)
Pour la période de transition du _____ au _____

Numéro de dossier à la Commission _____

PC DOCS Group International Inc.

(Dénomination exacte de la société inscrite telle qu'indiquée dans son acte constitutif)

SANS OBJET

(Traduction de la dénomination de la société inscrite en anglais)

ONTARIO

(Territoire de constitution ou d'organisation)

2005, avenue Sheppard Est, bureau 800
Toronto (Ontario)
M2J 5B4

Titres inscrits ou à inscrire suivant l'alinéa 12(b) de la Loi : AUCUN

Titres inscrits ou à inscrire suivant l'alinéa 12(g) de la Loi : AUCUN

Titres assujettis à l'obligation d'information suivant l'alinéa 15(d) de la Loi :

Actions ordinaires sans valeur nominale
(Désignation de la catégorie)

Au 30 juin 1998, 23 644 147 actions ordinaires étaient en circulation

Indiquez, en cochant la case appropriée, pour quelle rubrique relative aux états financiers la société inscrite a opté.

Rubrique 17 X Rubrique 18 ____

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I.....	1
Rubrique 1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS.....	1
Constitution	1
Évolution générale des activités de la Société	1
Aperçu du secteur	2
Activités de la Société	4
Rubrique 2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	14
Rubrique 3. LITIGES EN COURS	14
Rubrique 4. CONTRÔLE DE LA PERSONNE INSCRITE	14
Rubrique 5. ÉTAT DU MARCHÉ BOURSIER	14
Variations du cours des actions ordinaires	14
Rubrique 6. CONTRÔLES BOURSIERS ET AUTRES RESTRICTIONS TOUCHANT LES PORTEURS ..	15
Loi sur Investissement Canada	15
Loi sur la concurrence.....	15
Régime de droits des actionnaires.....	16
Rubrique 7. FISCALITÉ.....	17
Considérations fiscales fédérales canadiennes.....	17
Rubrique 8. PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES.....	17
Information annuelle.....	17
Information trimestrielle	20
Taux de change.....	20
Dividendes.....	21
Rubrique 9. ANALYSE PAR LA DIRECTION	21
Rubrique 9A. EXPOSÉ QUANTITATIF ET QUALITATIF SUR LES RISQUES DE MARCHÉ	21
Rubrique 10. DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ	21
Rubrique 11. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS.....	23
Tableau sommaire de la rémunération	23
Rubrique 12. OPTIONS D'ACHAT DE TITRES DE LA SOCIÉTÉ OU DE FILIALES.....	24
Octrois d'options	24
au cours du plus récent exercice financier terminé	24
Total des options levées au cours du dernier exercice financier terminé.....	25
et valeur des options en fin d'exercice	25
Modification du prix des options	25
Rubrique 13. DIRIGEANTS ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS CERTAINES OPÉRATIONS	26
PARTIE II	26
Rubrique 14. (NE S'APPLIQUE PAS).....	26
PARTIE III	26
Rubrique 15. (NE S'APPLIQUE PAS).....	26
Rubrique 16. (NE S'APPLIQUE PAS).....	26
PARTIE IV	26
Rubrique 17. ÉTATS FINANCIERS.....	26
Rubrique 18. (NE S'APPLIQUE PAS).....	26
Rubrique 19. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXES.....	26
PARTIE I	1
Rubrique 1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS.....	1
Constitution	1
Évolution générale des activités de la Société	1
Aperçu du secteur	2
Activités de la Société	4
Rubrique 2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	14
Rubrique 3. LITIGES EN COURS	14
Rubrique 4. CONTRÔLE DE LA PERSONNE INSCRITE	14
Rubrique 5. ÉTAT DU MARCHÉ BOURSIER	14
Variations du cours des actions ordinaires	14

Rubrique 6.	CONTRÔLES BOURSIERS ET AUTRES RESTRICTIONS TOUCHANT LES PORTEURS ..	15
	Loi sur Investissement Canada	15
	Loi sur la concurrence.....	15
	Régime de droits des actionnaires.....	16
Rubrique 7.	FISCALITÉ.....	17
	Considérations fiscales fédérales canadiennes.....	17
Rubrique 8.	PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES.....	17
	Information annuelle.....	17
	Information trimestrielle	20
	Taux de change.....	20
	Dividendes.....	21
Rubrique 9.	ANALYSE PAR LA DIRECTION	21
Rubrique 9A.	EXPOSÉ QUANTITATIF ET QUALITATIF SUR LES RISQUES DE MARCHÉ	21
Rubrique 10.	DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ	21
Rubrique 11.	RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS.....	23
	Tableau sommaire de la rémunération	23
Rubrique 12.	OPTIONS D'ACHAT DE TITRES DE LA SOCIÉTÉ OU DE FILIALES.....	24
	Octrois d'options	24
	au cours du plus récent exercice financier terminé	24
	Total des options levées au cours du dernier exercice financier terminé.....	25
	et valeur des options en fin d'exercice	25
	Modification du prix des options	25
Rubrique 13.	DIRIGEANTS ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS CERTAINES OPÉRATIONS	26
PARTIE II		26
Rubrique 14.	(NE S'APPLIQUE PAS).....	26
PARTIE III		26
Rubrique 15.	(NE S'APPLIQUE PAS).....	26
Rubrique 16.	(NE S'APPLIQUE PAS).....	26
PARTIE IV		26
Rubrique 17.	ÉTATS FINANCIERS.....	26
Rubrique 18.	(NE S'APPLIQUE PAS).....	26
Rubrique 19.	ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXES.....	26
PARTIE I		1
Rubrique 1.	DESCRIPTION DES ACTIVITÉS.....	1
	Constitution	1
	Évolution générale des activités de la Société	1
	Aperçu du secteur	2
	Activités de la Société.....	4
Rubrique 2.	DESCRIPTION DES PROPRIÉTÉS.....	14
Rubrique 3.	LITIGES EN COURS	14
Rubrique 4.	CONTRÔLE DE PERSONNE INSCRITE.....	14
Rubrique 5.	ÉTAT DU MARCHÉ.....	14
	Fourchette des cours des actions ordinaires.....	14
Rubrique 6.	CONTRÔLES EXERCÉS PAR LES BOURSES ET AUTRES RESTRICTIONS TOUCHANT LES PORTEURS DE TITRES.....	15
	Loi sur Investissement Canada	15
	Loi sur la concurrence.....	15
	Régime de droits des actionnaires.....	16
Rubrique 7.	FISCALITÉ.....	17
	Certaines considérations fiscales fédérales canadiennes	17
Rubrique 8.	DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES.....	17
	Information annuelle.....	17
	Information trimestrielle	20
	Taux de change.....	20
	Dividendes.....	21
Rubrique 9.	ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION	21

Rubrique 9A.	EXPOSÉ QUANTITATIF ET QUALITATIF SUR LE RISQUE DE MARCHÉ.....	21
Rubrique 10.	ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ	21
Rubrique 11.	RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ET DES DIRIGEANTS	23
	Tableau sommaire de la rémunération	23
Rubrique 12.	OPTIONS VISANT L'ACHAT DE TITRES DE LA SOCIÉTÉ OU DE FILIALES	24
	Octrois d'options au cours du plus récent exercice financier terminé.....	24
	Total des options levées au cours du plus récent exercice financier terminé et valeurs des options en fin d'exercice.....	25
	Modification du prix des options	25
Rubrique 13.	DIRIGEANTS ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS CERTAINES OPÉRATIONS	26
PARTIE II		
Rubrique 14.	(NE S'APPLIQUE PAS).....	26
PARTIE III		
Rubrique 15.	(NE S'APPLIQUE PAS).....	26
Rubrique 16.	(NE S'APPLIQUE PAS).....	26
PARTIE IV 26		
Rubrique 17.	ÉTATS FINANCIERS.....	26
Rubrique 18.	(NE S'APPLIQUE PAS).....	26
Rubrique 19.	ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXES.....	26

Les marques de commerce suivantes qui appartiennent à la Société ou à ses filiales sont utilisées dans le présent rapport annuel : BillWiz[®] , Case Open^{MD} , CLO*2[®] , CMS/Data[®] , CMS ALERT![™] , CMS OPEN[®] , CompInfo LawPack[™] , CyberDOCS[®] , Data Dictionary Editor[™] , DOCS Designer[®] , DOCS Development Kit[™] , DOCS Document Sentry Agent[™] , DOCS Enterprise Suite[™] , DOCSFulcrum^{MD} , DOCSFusion^{MD} , DOCS Imaging^{MD} , DOCS Interchange^{MD} , DOCS Open[®] , DOCS Routing^{MD} , DOCSummit^{MD} , DOCS Unplugged[®] , DocuDraft[®] , FulView^{MD} , Inquiry Painter^{MD} , Intuitive Searching^{MD} , LawPack[®] , LawPack Connect^{MD} , MarketSense[®] , PC DOCS[®] , PC DOCS Group^{MD} , Power Desktop^{MD} , ProActive Agents^{MD} , Quartex[®] , Report Writer^{MD} , SearchBuilder[®] , SearchServer^{MD} , Screen Painter^{MD} , WebFIND!^{MD} . Tous les autres produits ou noms de société utilisés dans le présent rapport annuel sont des marques de commerce de leurs titulaires respectifs.

Sauf indication contraire, tous les montants sont indiqués en dollars canadiens. Au 30 juin 1998, le taux de change des dollars canadiens en dollars américains étaient de 1,4716 \$ CA pour 1,00 \$ US, et au 30 septembre 1998, de 1,5259 \$ CA pour 1,00 \$ US.

PC DOCS GROUP INTERNATIONAL INC.

PARTIE I

Rubrique 1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Constitution

PC DOCS Group International Inc. (le «Groupe PC DOCS » ou la «Société») est une société issue d'une fusion aux termes des statuts de fusion en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario). Le siège social et le bureau principal du Groupe PC DOCS sont situés au 2005, avenue Sheppard Est, bureau 800, Toronto (Ontario), Canada M2J 5B4.

Le Groupe PC DOCS est la société issue de la fusion de Micom Computer Systems Limited avec Compuventure, Inc., le 30 juin 1986, sous la dénomination sociale de Maxon Computer Systems Incorporated. La dénomination sociale a été changée par statuts de modification pour The Quartex Corporation en 1990, puis pour PC DOCS Group International Inc. le 29 juin 1994.

Au cours de 1994, la Société a créé, par statuts de modification, un nombre illimité d'actions ordinaires et un nombre illimité d'actions spéciales émissibles en série et a recatégorisé et regroupé les actions sans droit de vote de catégorie A, les actions à vote plural de catégorie B et les actions privilégiées sans droit de vote de série 1, toutes étant émises, en actions ordinaires de la Société à raison d'une pour quatre. Les actions autorisées mais non émises de toutes les catégories, autres que les actions ordinaires et les actions spéciales émissibles en série, furent, quant à elles, annulées.

À la suite d'opérations en 1986, 1989, 1993, 1994 et 1997, la Société est devenue propriétaire exclusif de PC DOCS Group U.S., Inc. qui, de son côté, est propriétaire exclusif de CMS/Data Corporation («CMS»), une société de la Floride dont le bureau principal est situé à Tallahassee en Floride, de PC DOCS, Inc., une société du Delaware dont le bureau principal est situé à Burlington au Massachussets et qui possède un autre bureau à Tallahassee en Floride, et de CompInfo, Inc. («CompInfo»), une société de New York dont le bureau principal est situé à New York, dans l'État de New York. En 1996, la Société a acquis toutes les actions de DataRamp, Inc. (antérieurement Working Set, Inc.) («DataRamp») qui, en 1997, a été fusionnée à PC DOCS Inc. Le 4 septembre 1996, la Société a acquis toutes les actions de PC DOCS Group Europe Ltd. (antérieurement Quintec International Limited) («PC DOCS Europe»), une société du Royaume-Uni dont le bureau principal est situé à Watford, au Royaume-Uni, et qui possède un autre bureau au centre de Londres.

Suite aux réorganisations canadiennes en 1996 et 1997, la Société est devenue propriétaire exclusif de PC DOCS Group Canada Inc. qui, de son côté, est propriétaire exclusif de The Quartex Corporation Inc. («Quartex») et de PC DOCS Canada Inc., deux sociétés ontariennes dont les bureaux principaux sont situés à Toronto au Canada.

En mars 1998, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Fulcrum Technologies Inc. («Fulcrum»), une société canadienne dont le bureau principal est situé à Ottawa en Ontario et qui possède d'autres bureaux partout au monde, notamment à Burlington au Massachussets, à Paris, Londres, Francfort, Rome, Singapour, Tokyo, Séoul et Sidney. En 1998, la Société a également acquis toutes les actions de PC DOCS Asia Ltd. («PC DOCS Asie»), une société des îles Vierges britanniques dont les bureaux principaux sont situés à Singapour et à Hong Kong, et de Globus International Quality Group Inc. («Globus»), une société ontarienne dont le bureau principal est situé à Toronto au Canada.

Évolution générale des activités de la Société

La Société se spécialise dans le développement de logiciels et l'intégration de systèmes. Ses revenus proviennent de la vente de logiciels, de matériel et logiciels intégrés, de services d'intégration et de mise en application de systèmes, et de services de soutien logiciel et matériel. La capacité de la Société à produire des logiciels haut de gamme pour applications commerciales complexes a permis le développement de systèmes personnalisés répondant aux besoins spécifiques de certains clients et de progiciels en série pour des applications commerciales généralisées. La Société

commercialise un certain nombre de produits : DOCS Open et CyberDOCS, des logiciels de gestion de la documentation conçus pour s'adapter aux exigences d'une grande variété d'utilisateurs de documents; SearchServer et DOCSFulcrum (antérieurement Fulcrum Knowledge Network), conçus pour mieux trouver et catégoriser l'information provenant d'un grand nombre de sources de données; CMS OPEN, un système de gestion pour bureau de professionnels compatible avec diverses plates-formes matérielles et différents systèmes d'exploitation; CompInfo LawPack, un système de gestion de causes et de mandats destiné aux services juridiques d'entreprises ou d'administrations publiques; BillWiz et LawPack Connect, des progiciels d'échange de données informatisées (EDI) permettant de transmettre de l'information sur la facturation des cabinets juridiques vers CompInfo LawPack, et Case Open, autre système de gestion de causes et de mandats destiné à des cabinets juridiques. La Société consacre actuellement ses efforts de vente et de marketing à ses systèmes de gestion de documentation et de connaissance dans plus de 40 pays en Europe, dans la région Asie-Pacifique, en Amérique centrale et du Sud, ainsi que dans les Caraïbes. Elle entend poursuivre l'expansion de ses activités de vente, de commercialisation et de développement concernant ces produits.

CMS/Data est un développeur de logiciels et un intégrateur de systèmes qui conçoit, met au point, commercialise, implante et soutient des systèmes clés en main de gestion pour les cabinets juridiques et autres bureaux de professionnels. En mars 1989, CMS/Data a lancé son logiciel pour ordinateur individuel, le Document Organization and Control System, («PC DOCS»), un produit de gestion documentaire destiné au stockage, au tri et à l'archivage de documents élaborés à l'aide du traitement de texte WordPerfect pour réseaux. En 1990, PC DOCS, Inc. a été constituée en société afin d'exploiter ce produit et, en 1995, PC DOCS, Inc. déménageait son siège social à Burlington (Massachusetts).

CompInfo a été fondée en 1978 par des professionnels du traitement des données qui fournissaient des services de conseil en logiciels à des sociétés dites *Fortune 2000* et à de grands établissements financiers. En 1980, CompInfo lançait un système de comptabilité pour les cabinets juridiques : LawPack. Avec les années, ce produit s'est transformé en système de gestion d'affaires juridiques : CompInfo LawPack pour Windows.

Fondée en 1983, Fulcrum fut rachetée par Datamat Ingegneria dei Sistemi S.p.A. («Datamat») en 1990 et réalisa un premier appel public à l'épargne en 1993. Fulcrum développe et commercialise des logiciels d'indexage et de récupération d'informations contenues dans des documents en format électronique, ainsi que des logiciels de gestion de la connaissance contenue dans les diverses banques de données d'une entreprise. Elle accorde aussi des licences pour ces produits et en assure l'assistance technique.

Globus est propriétaire, gestionnaire et éditeur de répertoires d'organisations, d'agent chargé de la tenue de registres et d'experts-conseils travaillant dans le secteur de l'ISO.

Quartex est spécialisée dans les systèmes de gestion d'informations reliées à la vente au détail dans les librairies universitaires.

Les systèmes de gestion de documents et de connaissances mis au point par la Société sont distribués au Canada par PC DOCS Canada Inc., en Asie par PC DOCS Asie et en Europe par PC DOCS Europe.

Aperçu du secteur

Historique

À partir du milieu des années 80, l'industrie informatique a subi une importante mutation : les ordinateurs individuels commencèrent à remplacer les mini-ordinateurs et réseaux à unité centrale traditionnels, qui exploitaient des systèmes logiciels fermés et exclusifs. Cette mutation se traduisit par une multiplication de systèmes informatiques tournant sur des réseaux locaux ou étendus, interconnectant de multiples PC, proches ou très éloignés, grâce à de puissants serveurs. Les entreprises commencèrent alors à faire migrer leurs applications fondamentales vers les réseaux PC. Le besoin se fit donc sentir de solutions logicielles compatibles avec une architecture complexe et ouverte pouvant fonctionner dans un environnement client-serveur et sur grande variété de plates-formes. Parallèlement à cette évolution, le marché se tourna de plus en plus vers la technologie du langage d'interrogation structuré, («SQL» pour *structured query language*) et l'utilisation d'applications personnelles de productivité, comme les traitements de texte, les tableurs et les progiciels de graphiques.

À mesure qu'évoluaient les moyens informatiques, la variété et l'utilisation de données, structurées ou non, au sein des entreprises allaient grandissant également. Les données structurées (livres des ventes, stocks ou données comptables et de facturation) sont généralement stockées en tableaux dans les systèmes classiques de gestion de bases de données. En revanche, les données non structurées (fichiers traitement de texte, de CAO, d'images, de graphiques ou multimédia) sont produites par une myriade d'applications personnelles ou professionnelles. D'habitude, ces données non structurées existent aussi sur papier ainsi que dans une multitude de formats électroniques de données ou de fichiers. Dans un contexte type d'entreprise, les documents électroniques non structurés sont habituellement créés, modifiés, diffusés et stockés grâce à des systèmes logiciels très divers, tournant sur une grande variété de plates-formes pouvant être géographiquement très éparses : il y a donc peu de compatibilité ou de possibilité de partage des données entre les systèmes.

Ces dernières années, Internet a acquis de plus en plus d'importance en tant que moyen de communication et de publication d'informations. Internet et le Web ont énormément accru les volumes d'informations non structurées des entreprises actuelles. De même, les technologies Internet influencent grandement le paramétrage des environnements réseaux à mesure que les entreprises se tournent vers des «intranets» privés, exploitant les formats de données et technologies de communication typiques d'Internet pour unir des réseaux et des référentiels de données géographiquement épars. Bien qu'Internet et les intranets d'entreprise aient conféré aux utilisateurs un accès généralisé à de nouvelles sources d'informations non structurées, les outils permettant de mobiliser, de gérer et de maîtriser ces informations sont en nombre restreint.

Nombre d'entreprises ont commencé à reconnaître l'avantage concurrentiel que peut apporter une utilisation plus efficace de l'information, notamment par la recherche rapide de textes ou d'autres informations non structurées contenues dans les banques de données internes ou externes, en particulier par le moyen d'Internet.

Systèmes de gestion documentaire d'entreprise

La multiplication des systèmes de gestion de banques de données relationnelles a permis aux grands organismes et entreprises de mieux gérer la plupart de leurs données structurées. Toutefois, de tels systèmes ne sont pas conçus pour gérer des données non structurées aussi complexes que variées, ce qui rend inefficaces les procédés reliés au traitement de documents et, partant, réduit la productivité au niveau de l'employé, de l'équipe, du service et de l'entreprise. Privés de moyens efficaces pour chercher et réutiliser de l'information non structurée, les employés sont souvent obligés de recréer les documents, ce qui double les efforts et accroît le risque d'erreur et d'incohérence. En conséquence, l'employé perd un temps précieux à rechercher, colliger, traiter et reproduire des données, un temps qui pourrait être consacré à des activités plus productives. De plus, les utilisateurs actuels de PC sont souvent appelés à collaborer en équipes de travail qui sont géographiquement éparses et utilisent des plates-formes clientes différentes. Or, en l'absence d'outils de communication et de partage d'informations permettant de transcender les frontières géographiques et organisationnelles et, sans moyen de transitique entre employés, travailler en équipe prend davantage de temps, devient inefficace et peut être source de nombre d'erreurs. Pour combler ces lacunes, certains fournisseurs proposent depuis plusieurs années des technologies de gestion des documents d'entreprise («GDE»). Il s'agit de systèmes qui permettent de stocker, de repérer facilement et de récupérer des informations contenues dans des documents, à tout moment de la vie utile d'un document. Pour être efficace, un système GDE doit pouvoir fonctionner dans un environnement informatique hétérogène, permettre la collaboration entre utilisateurs et la diffusion des données dans toute l'entreprise, au-delà des frontières géographiques. Il doit aussi être suffisamment polyvalent pour s'adapter aux nouvelles plates-formes matérielles et logicielles, notamment Internet et les intranets. Autres points essentiels : la possibilité de créer des bibliothèques offrant un accès sécurisé à la documentation et de retrouver l'information selon des critères variés, ainsi que la possibilité de tenir un registre de l'activité des utilisateurs et de contrôler les multiples versions d'un document. Certains fournisseurs ont développé des systèmes logiciels exclusifs pour répondre à ce genre de besoins. Toutefois, nombre de ces solutions ne traitent qu'un seul type d'application (traitement de textes, par exemple), dans un seul environnement (un seul système d'exploitation réseau). Les besoins de toute l'entreprise restent donc insatisfaits.

Systèmes de recherche d'informations et de gestion des connaissances

Les logiciels de recherche d'informations («RI») servent à indexer tous les termes apparaissant dans des documents, de sorte que ces derniers puissent être consultés dans leur format original. Contrairement aux systèmes de gestion de bases de données traditionnels, les logiciels RI n'exigent pas une structuration rigoureuse de l'information avant son stockage. La technologie RI est généralement intégrée aux solutions logicielles GDE globales et constitue donc un mécanisme efficace de recherche de documents sur la base de leur contenu, sans qu'il ne faille connaître l'endroit sur le réseau de l'entreprise où le document est physiquement stocké.

Avec l'évolution des technologies GDE et RI dans le cadre des nouveaux défis et enjeux posés par Internet, de nombreuses entreprises se sont attachées à trouver comment mieux profiter de ces technologies, pour mieux exploiter la connaissance qu'elles avaient amassée. La gestion des connaissances est le fait de saisir le savoir-faire collectif d'un organisme quel qu'il soit, où qu'il se trouve, dans des bases de données, des systèmes GDE, dans les serveurs de groupes de travail (Lotus Notes ou Microsoft Exchange, par exemple) ou sur papier, puis de diffuser ces connaissances automatiquement aux utilisateurs qui ont besoin d'y avoir accès. Les systèmes de gestion des connaissances combinent la technologie avancée de gestion de documents aux techniques les plus pointues de recherche d'informations et aux techniques novatrices d'analyse de contenus. Ils permettent ainsi de dégager la connaissance et le savoir-faire collectifs d'une entreprise, ce qui accélère le processus d'innovation et accroît l'avantage concurrentiel.

Systèmes de gestion de l'information temporelle pour professionnels

Les entreprises de services professionnels, tels les cabinets juridiques, de comptables ou de consultants, ont toujours utilisé des systèmes de gestion de l'information temporelle pour le calcul des revenus, frais et dépenses découlant de leurs activités facturables. Au départ, ces entreprises utilisaient des systèmes hôtes fermés dont l'accès individuel à l'information était limité. En outre, ces systèmes patrimoniaux n'étaient pas flexibles et ne pouvaient être adaptés facilement aux défis permanents posés par les structures organisationnelles et les environnements concurrentiels en évolution constante. De plus, la nature exclusive de ces systèmes interdisait toute intégration des applications courantes pour ordinateurs individuels, de plus en plus utilisées par les professionnels de ces entreprises.

Avec l'avènement de l'informatique en réseaux s'est fait sentir le besoin de systèmes donnant aux professionnels un accès en ligne et en temps réel à l'infrastructure de gestion financière de leur entreprise et pouvant s'intégrer à ses applications matérielles et logicielles existantes. La concurrence dans le secteur des services professionnels devenant toujours plus aiguë, il est devenu crucial que l'information d'une entreprise soit aisément disponible et que sa collecte, son analyse et sa diffusion soient aussi rapides et précises que possible.

Activités de la Société

Depuis sa fondation en 1977, la Société développe des progiciels et des systèmes informatiques intégrés, qu'elle commercialise auprès d'une clientèle provenant d'horizons très variés. La Société a su créer des logiciels performants pour applications commerciales très complexes, ce qui lui a permis de mettre au point tant des systèmes personnalisés répondant aux besoins spécifiques de certains clients que des progiciels en série, exploitables pour des applications standard. En fait, si les progiciels de série répondent effectivement à nombre des besoins d'un client, il est des domaines impossibles à satisfaire par ces solutions «standard». Les clients préfèrent alors investir dans des systèmes intégrés complets et se tournent vers un seul fournisseur pour l'achat du matériel et des logiciels.

La Société a créé des équipes qui se spécialisent dans les activités et besoins d'information de clients particuliers et peuvent dès lors offrir des services continus de soutien allant de l'assistance technique dans les tâches quotidiennes des systèmes à la résolution de problèmes, en passant par la mise au point et en oeuvre de versions améliorées. Les produits d'exploitation issus de ces services de soutien font partie intégrante des activités de la Société.

La Société revend également des produits matériels et logiciels à des tiers et offre des services de gestion de projet, de formation et de conversion.

Conformément aux principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (les «PCGR américains»), les produits d'exploitation de la Société en fonction du type de vente se divisent comme suit :

	Exercices terminés le 30 juin		
	1998	1997	1996
		(en milliers)	
Vente de logiciels	76 198 \$	52 387 \$	51 458 \$
Assistance logicielle, services et autres ventes	54 831	36 837	21 430
Vente de matériel	2 347	3 018	6 622
Intérêts et autres produits financiers	3 053	3 932	1 663
	<u>136 429 \$</u>	<u>96 174 \$</u>	<u>81 173 \$</u>

Conformément aux PCGR américains, les produits d'exploitation de la Société se divisent géographiquement comme suit :

	Exercices terminés le 30 juin		
	1998	1997	1996
		(en milliers)	
Canada	15 805 \$	10 423 \$	8 483 \$
États-Unis	85 527	68 242	66 850
Autres pays	35 097	17 509	5 840
	<u>136 429 \$</u>	<u>96 174 \$</u>	<u>81 173 \$</u>

Durant les 21 ans de son histoire, la Société a affiché une croissance soutenue, grâce à l'expansion de ses marchés et à des acquisitions. En Amérique du Nord, elle conçoit et commercialise des systèmes intégrés destinés à des cabinets juridiques, d'autres cabinets de professionnels, de grandes sociétés, des administrations publiques et des bibliothèques collégiales et universitaires. Les logiciels de gestion de documents et des connaissances sont commercialisés en Amérique du Nord, en Europe, en Australie, en Nouvelle Zélande, dans la zone Asie-Pacifique, en Amérique centrale et du Sud et dans les Caraïbes. Les systèmes de gestion de l'information temporelle pour professionnels sont commercialisés sur les marchés de l'Amérique du Nord, de l'Europe et d'Afrique du Sud, ainsi que dans certaines régions de l'Asie-Pacifique. Enfin, les logiciels de gestion de causes et de mandats sont commercialisés en Amérique du Nord. Les produits d'exploitation de la Société proviennent de l'implantation de systèmes, de la formation, des services de conseil, de la programmation, des services de soutien logiciel, ainsi que des services d'assistance de premier échelon en cas de problèmes matériels.

Produits de la Société

La Société conçoit et commercialise des systèmes de gestion de documents, des connaissances et d'informations pour professionnels, tant pour une architecture client-serveur que fondés sur Internet, et elle offre les services d'assistance correspondants. La Société fournit aussi les services de soutien à ses systèmes de gestion des informations de vente au détail et revend les composants matériels ou logiciels de tiers qui fonctionnent avec certains de ses produits.

L'an dernier, les activités de développement ont concerné les plates-formes matérielles ouvertes et les architectures client-serveur, ainsi qu'une architecture tripolaire compatible avec les clients légers. Le logiciel donne à l'utilisateur la possibilité de rechercher des données sur un serveur en utilisant le langage SQL et un navigateur client qui fonctionne sous Windows ou est compatible avec Internet. Ces applications peuvent assurer l'interface avec des logiciels tiers, tels que Microsoft Office et d'autres systèmes informatiques.

Systèmes de gestion de documents d'entreprise (GDE)

Le logiciel DOCS Open, le produit le plus connu de la Société, est un système GDE client-serveur grâce auquel les données électroniques non structurées peuvent être organisées, recherchées et partagées dans toute l'entreprise, peu importe les types de matériel, les systèmes d'exploitation ou les plates-formes de base de données. La fonction recherche et récupération de DOCS Open peut travailler en fonction d'un profil de document reprenant divers champs d'information personnalisables qui décrivent les principaux attributs d'un document, tels que l'auteur, le nom du projet ou le niveau de sécurité. Les recherches documentaires peuvent être effectuées non seulement sur la base de ces attributs, mais aussi en fonction de mots contenus dans le document lui-même. DOCS Open est compatible avec la majorité des applications bureautiques, notamment celles commercialisées par Microsoft, Lotus Development Corporation (division de IBM Corporation «Lotus») et WordPerfect (division de Corel Corporation Limited). En outre, l'architecture ouverte du système lui donne la possibilité de fonctionner dans la plupart des systèmes d'exploitation les

plus courants, y compris Novell, Microsoft et Banyan, et de lire les principales bases de données SQL, telles que Oracle, Sybase et Microsoft NT SQL Server.

L'apparition d'Internet et particulièrement du World Wide Web a accentué les besoins des entreprises en gestion de documents électroniques et de réseautage. Les entreprises sont désormais tenues de chercher comment tirer parti de cet accès pratiquement universel à l'information documentaire qu'offre la Toile. De plus, les technologies Internet appliquées aux environnements informatiques des entreprises (les «intranets») offrent un nouveau cadre au déploiement efficient des systèmes d'information et des applications qui y sont liées.

L'an dernier, les efforts de la Société ont porté sur la mise au point d'une architecture produit étendue intégrant, à l'actuel environnement client-serveur, la gestion de webdocuments. Le logiciel DOCSFusion Server, lancé en décembre 1997, offre une architecture client léger — serveur lourd. Il s'agit là du premier logiciel d'une nouvelle ligne de produits fondés sur serveur, qui intégrera à l'actuelle architecture GDE de DOCS Open des applications complémentaires tournant tout autant sur serveurs que chez le client. Pour la Société, le fait de livrer des produits fondés sur la plateforme DOCSFusion, dont l'installation, l'utilisation, le déploiement et la maintenance soient plus aisés dans des intranets d'entreprise, lui permettra de pénétrer de nouveaux marchés et d'augmenter le volume de ses ventes.

Architecture de système

DOCS Open a une architecture modulaire conçue pour s'agrandir à mesure que le réseau s'étend et se complexifie, ainsi que pour fonctionner dans un environnement de plates-formes multiples, pour s'adapter aux changements technologiques et pour utiliser moins de ressources administratives. Le cœur de l'architecture DOCS Open et DOCSFusion repose sur le concept de «bibliothèques», formé de trois éléments, savoir : un ou plusieurs serveurs documentaires chargés de sécuriser les fichiers stockés dans DOCS Open ou DOCSFusion; un serveur bibliothèques, en fait un système relationnel SQL de gestion de bases de données (Sybase, Microsoft NT SQL Server ou Oracle) qui stocke les «métadonnées» des documents; et des serveurs d'index de textes intégraux qui stockent un index en temps réel pour chaque document stocké dans le système GDE.

Grâce aux techniques de programmation par objets, DOCS Open et DOCSFusion neutralisent la complexité sous-jacente de l'infrastructure réseau ou systèmes, de sorte que les utilisateurs voient un environnement bien géré et uniforme de bibliothèques d'informations organisées, plutôt qu'un ensemble désorganisé d'unités de disques, de noms de fichiers et de champs de données. Le caractère distribué du logiciel confère une certaine flexibilité aux concepteurs qui peuvent dès lors paramétrer un système dans un réseau multiniveau de clients et de serveurs et, ainsi, toute la puissance du travail en réseau est mise à profit pour plus de performance.

Nombreuses sont les entreprises qui travaillent aujourd'hui dans un environnement réseau mixte, dont les utilisateurs peuvent se trouver simultanément sur le réseau local ou étendu de l'entreprise, sur Internet, un intranet ou un extranet, voire même dans des environnements mobiles. L'architecture étendue et multiniveau, couplée au serveur DOCSFusion, offre aux entreprises la possibilité de fournir un environnement unique et unifié à tous les utilisateurs qui peuvent ainsi accéder au système GDE à partir du client qui leur convient le mieux.

CyberDOCS, la première interface client pour DOCSFusion Server, exploite la technologie Web pour conférer à DOCS Open la capacité d'offrir une pleine fonctionnalité de gestion documentaire sur un intranet, un extranet ou Internet. CyberDOCS 2.0, lancé en décembre 1997 avec DOCSFusion Server, comprend des fonctionnalités telles que : le contrôle des accès et des sorties, la recherche dans de multiples référentiels, un historique des contrôles, la création de documents et toutes les options de personnalisation. Avec DOCSFusion Server et CyberDOCS, les utilisateurs peuvent choisir entre de multiples points d'accès aux documents de l'entreprise; ils accèdent ainsi au même référentiel documentaire, qu'ils utilisent DOCS Open Power Desktop ou un fureteur couplé à CyberDOCS.

DOCS Open 3.7 et DOCSFusion 2.5

DOCS Open 3.7 et DOCSFusion 2.5, versions actuelles de logiciels GDE développés par la Société, permettent une géométrie variable, de sorte que les utilisateurs ont le loisir de partager, d'administrer et de contrôler des documents au sein d'une entreprise, indépendamment des frontières entre services ou lieux géographiques. DOCS Open 3.7 est un produit 32 bits conçu spécialement pour Windows 95 et Windows NT 4.0. La version DOCS Open 3.5 en 16 bits pour Windows 3.x est également disponible. DOCSFusion 2.5 centralise l'éventail complet des caractéristiques techniques de DOCS Open au niveau du serveur d'applications et offre une gestion puissante de la documentation, de façon

transparente, dans une multitude d'environnements clients et depuis les PC sur Windows aux fureteurs Web. Parmi les nouvelles options de gestion documentaire du DOCS Open 3.7 figurent le recherche API ouverte en texte intégral, l'indexage PDF pour la recherche en texte intégral, l'affichage PDF, l'affichage des hauts et bas de page et un outil de remise à zéro du journal d'activités. DOCSFusion 2.5 est un programme haut de gamme pour serveurs Windows NT, offrant la connectivité DCOM, une architecture insensible aux défaillances, le paramétrage de connexions SQL groupées, la mise en antémémoire du serveur, la recherche simultanée dans de multiples référentiels et de nombreuses autres options.

Le prix catalogue pour l'installation de 100 postes DOCS Open 3.7 ou DOCSFusion 2.5, qui comprend un serveur de base de données SQL et certains produits complémentaires, varie de quelque 50 000 à 80 000 \$ US.

Parmi les principales caractéristiques de DOCS Open 3.7 et DOCSFusion 2.5, mentionnons :

Sécurité : Permet de sécuriser les documents sur sept niveaux de sécurité; les utilisateurs peuvent limiter l'accès aux documents et restreindre les actions autorisées sur ceux-ci.

Contrôle d'entrée et de sortie : Permet aux utilisateurs de stocker des documents hors réseau de sorte qu'ils soient temporairement impossibles à modifier par d'autres utilisateurs.

Contrôle de la version : Permet de stocker jusqu'à 99 versions et 26 sous-versions d'un même document.

Recherche en texte intégral : Permet de créer des recherches comprenant des éléments tels que le niveau de pertinence, la proximité de mots ou expressions, la ressemblance et la logique floue. Cette technologie est aussi compatible avec de multiples serveurs d'indexage, ce qui donne aux entreprises le loisir d'adapter leur réseau à leurs besoins en la matière.

Historique d'utilisation : Permet de consigner les activités effectuées sur un document, ainsi que le nom des utilisateurs qui les réalisent.

DOCS Designer : Outil interactif de personnalisation de certains écrans et champs de données de DOCS Open.

Gestion de stockage : Permet d'effacer des documents, de les stocker sur bandes ou sur disques optiques, soit sur demande, soit automatiquement après un temps prédéterminé.

Administration d'entreprise : Cette option est conçue pour permettre l'administration de vastes réseaux aux environnements hétérogènes, les administrateurs de systèmes pouvant gérer des utilisateurs NT et Novell simultanément dans un processus commun d'administration.

La Société a également lancé une série de produits complémentaires conçus pour exploiter la fonctionnalité de DOCS Open 3.7 et de DOCSFusion 2.5. Parmi ces produits, notons :

DOCS Document Sentry Agent (DSA) : Procure un niveau additionnel de sécurité configurable pour les bibliothèques de DOCS Open.

DOCS Unplugged : Étend la pleine fonctionnalité de DOCS Open aux utilisateurs travaillant sur un portable ou un ordinateur personnel lorsqu'ils ne sont pas branchés à leur réseau. Les changements apportés aux documents sont automatiquement synchronisés lorsque les documents sont réintroduits dans le réseau.

DOCS Interchange pour Microsoft Exchange : Permet de publier des documents stockés dans une bibliothèque DOCS Open, dans des dossiers publics de Microsoft Exchange.

DOCS Interchange pour Lotus Notes : Permet de copier des documents d'une bibliothèque DOCS Open vers une base de données Lotus Notes tout en maintenant la jointure entre les copies.

DOCS Development Kit (DDK) : Ensemble d'outils de programmation par objets qui permet aux intégrateurs et concepteurs de systèmes de développer des applications personnalisées pour DOCS Open.

DOCS Enterprise Suite

La convergence de technologies GDE complémentaires (imagerie et acheminement) a donné l'occasion aux entreprises d'améliorer la fonctionnalité de la gestion documentaire vers un large éventail de procédés commerciaux stratégiques. Le progiciel DOCS Enterprise Suite réunit DOCS Open, DOCS Imaging et DOCS Routing en un seul produit intégré, offrant une seule et unique source GDE, l'imagerie correspondante et l'acheminement en parallèle ou en série. Une telle combinaison donne aux utilisateurs la possibilité de gérer des données commerciales stratégiques, de saisir des images numérisées et d'acheminer des documents directement à partir de DOCS Open Power Desktop ou d'une application bureautique différente.

DOCS Imaging : Offre la possibilité d'intégrer et de gérer, sur leur réseau, des documents numérisés par lecteur, des télécopies, du texte ROC et autres images électroniques.

DOCS Routing : Permet d'acheminer des documents de manière logique, pour leur révision ou leur approbation, d'y ajouter des commentaires et d'effectuer des contrôles d'état.

Recherche d'informations («RI») et systèmes de gestion des connaissances («GC»)

Les produits RI et GC de la Société sont disponibles en versions compatibles avec diverses plates-formes ou systèmes d'exploitation, notamment Windows, Windows NT, une grande variété de systèmes UNIX et Macintosh. Les logiciels permettent le développement d'applications qui emploient de nombreuses interfaces graphiques, tels que Windows, OSF/Motif et Macintosh.

Parmi les produits RI et GC de la Société, mentionnons :

SearchServer

Il s'agit de produits logiciels à haut rendement d'indexage et de recherche, de la famille SQL. Fulcrum a lancé la première version de ce produit en avril 1993. La version actuellement commercialisée par la Société est SearchServer 3.7, sortie en mars 1998; elle comprend les principaux outils d'indexage et de recherche de la Société. Ces produits permettent aux professionnels MIS et aux concepteurs d'applications tiers et, en particulier, les programmeurs spécialisés dans le langage SQL, de prototyper et d'implanter des solutions de recherche de texte pouvant être déployées dans les réseaux de grandes entreprises et autres grands organismes. SearchServer est conçu pour créer de multiples applications RI simples à utiliser, concernant notamment le service à la clientèle, les publications d'entreprise, les documents réglementaires et l'aide aux litiges. Les applications ainsi créées peuvent aussi exploiter l'option de recherche intuitive qui donne aux utilisateurs finaux la possibilité de chercher de l'information de manière intuitive et naturelle, par l'emploi de mots clés, de phrases ou de passages représentatifs d'un texte.

SearchBuilder

Cette série de produits offre des outils graphiques haut de gamme de développement permettant d'intégrer SearchServer dans des applications personnalisées pour les ordinateurs tournant sur Windows. Fulcrum est compatible avec une grande variété d'environnements de développement tels que Microsoft Visual Basic et Visual C++.

DOCSFulcrum

Anciennement connu sous le nom de Fulcrum Knowledge Network, DOCSFulcrum est le plus récent produit de la Société en GC. Le logiciel joint des informations stockées dans des archives et sous des formats aussi différents que Lotus Notes, Microsoft Exchange Server, des sites Web, des systèmes de fichiers, des systèmes GDE, des bases de données, etc. Toutes ces sources sont réunies en un modèle d'information commun appelé Plan des Connaissances, qui présente les diverses sources en un dossier hiérarchisé, logique et unifié. Ce Plan des Connaissances peut être personnalisé pour des entreprises présentant une «vision commerciale» logique de toutes les informations disponibles, ce qui évite aux utilisateurs le souci de chercher l'endroit physique de stockage d'une source de données ou les exigences d'accès à cette source. Les utilisateurs ont également la possibilité de créer des visualisations personnalisées de différentes sources d'information, en créant simplement des dossiers personnels qui correspondent à leurs propres domaines de responsabilité.

Ci-après sont présentées quelques-unes des caractéristiques principales de DOCSFulcrum :

ProActive Agents : Permettent de créer des «agents logiciels» de contrôle de sources spécifiques pour en ramener l'information requise en fonction de critères et mots clés prédéfinis par l'utilisateur.

Document Summarization : Pour les utilisateurs d'un intranet, l'interface WebFIND! de DOCSFulcrum offre la possibilité d'afficher un aperçu visuel de documents de grande taille, sous la forme d'un résumé d'une page créé automatiquement. L'option révèle instantanément à l'utilisateur si le document sélectionné correspond bien à celui qu'il recherche, sans qu'il n'ait à ouvrir le document en question.

Intuitive Searching : Grâce à cette option, les utilisateurs peuvent chercher des données nouvelles par similitude, avec la commande «chercher d'autres éléments similaires à». Un paragraphe existant, voire un document entier, peut servir de critère de recherche par similitude. Les résultats sont affichés avec surlignement des sections similaires permettant de les identifier rapidement.

Administration : DOCSFulcrum est certifié BackOffice de Microsoft et étroitement intégré à l'architecture serveur de Windows NT. Tout le système DOCSFulcrum peut être administré par un seul ordinateur, même à distance. DOCSFulcrum contrôle et consigne les activités des utilisateurs et des systèmes grâce à l'intégration d'options de Windows NT, telles que NT Sécurité (NT Security), Journal d'événements (Event Log) et Moniteur de performance (Performance Monitor).

Web Searching : À partir d'un fureteur Web, les utilisateurs peuvent effectuer des recherches incluant des sources multiples et diverses d'information, y compris les intranets d'entreprise et les sites Web externes. La liste des résultats de la recherche classe les documents trouvés en fonction de leur pertinence avec les critères de recherche. FulView est un contrôle ActiveX inclus dans DOCSFulcrum, qui permet d'afficher avec grande fidélité des documents en formats HTML, Office ou PDF, les termes recherchés apparaissant en surlignement. DOCSFulcrum offre aussi une option de balayage de sites Web internes ou externes qui renvoie la liste d'adresses (URL) correspondantes à l'indexeur, de sorte que l'utilisateur pourra chercher dans les documents repris dans ces sources externes.

Systèmes de gestion de l'information temporelle pour professionnels

La Société met au point et commercialise des systèmes de gestion de l'information temporelle destinés aux professionnels, et offre les services techniques correspondants. Parmi les produits offerts dans ce secteur, mentionnons :

CMS OPEN

Lancé en mai 1995, CMS OPEN est en fait le successeur d'une famille de produits comprenant CLO*2, dont la première version date de 1978. Le système automatise, rationalise et organise les opérations et activités de professionnels dont le travail est facturé à l'heure, comme les avocats et les experts-comptables. Ce logiciel est compatible avec de nombreux systèmes d'exploitation, bases de données relationnelles et plates-formes matérielles (Microsoft Windows NT, UNIX, Microsoft NT SQL Server et Sybase). CMS OPEN comprend plusieurs modules logiciels, à savoir : gestion financière, gestion de l'information et gestion de la clientèle. Ces modules sont conçus pour fonctionner de manière intégrée et pour partager une base de données commune. Le progiciel peut soit travailler de manière autonome, soit être intégré à d'autres produits tels que DOCS Open ou des systèmes développés par d'autres fournisseurs. CMS OPEN est destiné aux marchés de services professionnels tels que les cabinets juridiques, les cabinets comptables ou d'autres entreprises qui facturent leurs services à l'heure et peuvent ouvrir de 20 à plus de 1 000 pointeurs simultanés. La Société offre également certains modules logiciels de gestion de la clientèle, livrés avec CMS OPEN, à savoir : fusion de documents, gestion des archives et fonctions de marketing. Le prix catalogue d'une installation type complète du système CMS OPEN (matériel non compris), pour un nombre de 80 à 100 professionnels, s'élève à quelque 150 000 \$ US.

Les principaux modules du progiciel CMS OPEN sont :

Emploi du temps : Permet d'ajouter, de modifier, de transférer ou d'éliminer des données horaires, ainsi que de définir un nombre illimité de tarifs au sein d'une entreprise ou autre organisme, et des données spécifiques telles que : classement des pointeurs, pointeurs, mandats des clients et codes d'action. Grâce à un calendrier en ligne, un utilisateur peut revoir le total d'heures facturables sur un mois et entrer de nouvelles données horaires sans devoir sortir du système.

Débours clients : Permet d'ajouter, de modifier, de transférer ou d'éliminer des données sur les débours, de classer les débours et d'en tirer des rapports en fonction de l'état du mandat ou du type de débours.

Facturation : Permet aux entreprises d'utiliser le moteur de fusion de documents DocuDraft développé par la Société en vue de la production de factures en format Microsoft Word ou WordPerfect, tout en protégeant l'intégrité de l'information comptable de l'entreprise.

Comptes fournisseurs : Aide à traiter et échelonner les factures à payer; comprend une fonction d'écriture de chèques permettant d'imprimer automatiquement des chèques à des moments prédéterminés.

Grand livre général : Permet de consigner automatiquement des données de toutes les applications comptables de CMS OPEN, ce qui garantit l'intégrité des données dans tout le système; offre des fonctions supplémentaires pouvant être adaptées aux besoins des utilisateurs.

La Société offre également une série de modules complémentaires optionnels, dont, notamment, les suivants :

Conflits d'intérêts : Permet aux utilisateurs de déceler des conflits d'intérêts potentiels entre de nouveaux clients et mandats à mesure qu'ils entrent dans les services professionnels offerts par l'entreprise. Cette fonction permet de déceler de manière plus complète les possibles conflits, à différents niveaux et en fonction de critères variés.

Gestion d'agenda : Offre un module centralisé de calendrier pour tous les secteurs d'activité et applications; inclut des applications agenda pour une personne, un groupe, l'entreprise, les mandats et les clients.

MarketSense : Classe les informations actuelles et prospectives de la clientèle en fonction de critères divers; grâce à la fonction de gestion des listes d'envoi, le module MarketSense évite les lourdes tâches de publipostage massif et le personnel nombreux qu'elles impliquent.

Gestion des archives : Simplifie la recherche, l'actualisation et le transfert de fichiers, en assurant le suivi des fichiers à partir de leur date de création jusqu'à leur fermeture et leur destruction.

Gestion mobile du temps et des dépenses : Offre la pleine fonctionnalité de la gestion de l'emploi du temps à partir d'un poste à distance ou d'un ordinateur portable; la fonction de synchronisation permet ensuite d'actualiser le système central.

CMS ALERT! : Technologie de pointe qui permet aux clients d'établir les règles commerciales et de recevoir automatiquement la notification par courriel des conditions préétablies.

La Société commercialise également une série d'outils destinés à la personnalisation du système CMS OPEN selon les besoins des clients, notamment une application menu spécialisé qui aide les utilisateurs à apprendre le fonctionnement du système. Parmi les autres outils, notons : Inquiry Painter, qui permet de bâtir aisément des recherches à des niveaux de détail divers; Report Writer, pour la création de rapports personnalisés selon les exigences des divers services ou utilisateurs au sein de l'entreprise; Screen Painter, permettant de personnaliser certains écrans de CMS OPEN en fonction des besoins particuliers de l'utilisateur; enfin, Data Dictionary Editor, qui constitue un moyen de compléter la structure d'une base de données par des informations supplémentaires spécifiques à l'entreprise.

Si la Société ne commercialise plus aussi activement le produit CLO*2, elle continue néanmoins d'en lancer des versions améliorées et d'offrir aux utilisateurs de ce logiciel les services techniques correspondants.

CompInfo LawPack

Ce produit est une solution logicielle de gestion de causes et mandats pour les sociétés dites *Fortune 2000*, organismes de réglementation et agences gouvernementales. Au départ, le logiciel était destiné aux services juridiques des grandes sociétés, pour leur permettre de recenser les dépenses juridiques externes, gérer le nombre de causes et, de manière générale, organiser l'information dans le service. Plus tard, le produit a été standardisé pour être plus largement diffusé. Y furent ajoutés des modules de pointage du temps, de gestion de la salle des dossiers, de gestion du secrétariat, de débits compensatoires entre services, de gestion des causes, de contrôle du rôle d'audience, de comptes fournisseurs, de facturation à la pièce, de projections budgétaires par mandat et de transfert électronique de données de facturation des

conseils externes. CompInfo LawPack offre une architecture client-serveur qui utilise les bases de données SQL les plus courantes et donne une plus grande flexibilité, une meilleure possibilité de géométrie variable et un trafic réduit sur le réseau. Le prix de la licence du CompInfo LawPack pour une installation normale de 70 postes varie entre 80 000 à 110 000 \$ US.

La Société commercialise et soutient également BillWiz et LawPack Connect, deux logiciels complémentaires à CompInfo LawPack qui permettent aux services juridiques de recevoir par voie électronique des factures de la part de cabinets juridiques et de comparer les montants prévus au budget avec les dépenses réelles dans des formats divers.

Systèmes de gestion de l'information pour les ventes au détail

Le système Quartex de gestion de l'information pour les ventes au détail est un progiciel de gestion financière et d'inventaire au point de vente même et couvrant toute l'entreprise, utilisé essentiellement par des librairies universitaires. Le système donne au détaillant des fonctions complètes de rapport financier, profilage de la clientèle, ainsi que la possibilité d'analyser les tendances de consommation des clients, de vérifier le mouvement des marchandises, d'effectuer des analyses de paiement, d'ajuster les limites de crédit en temps réel et de réunir des informations sur les comptes clients.

Matériels et logiciels tiers

Pour la plus grande convenance des clients en quête de solutions clés en main, la Société revend des éléments matériels compatibles avec ses systèmes CMS OPEN. En outre, en complément de ses livraisons de DOCS Open et DOCSFusion, la Société offre également des produits logiciels d'autres fournisseurs, tels que Microsoft Corp., Sybase et Oracle.

Vente et commercialisation

La Société propose ses produits en Amérique du Nord par l'entremise de multiples canaux qui comprennent un personnel de vente directe, des intégrateurs, des revendeurs et des développeurs d'applications à valeur ajoutée.

La Société commercialise et vend actuellement ses logiciels de gestion des connaissances et des documents principalement par l'entremise d'un réseau d'intégrateurs et de revendeurs qui vendent, personnalisent, implantent et appuient ses produits. Le réseau comprend un groupe sélect de «premiers partenaires» qui commercialisent et vendent exclusivement les produits de gestion des connaissances et des documents que la Société destine aux entreprises et autres organismes. Son personnel de vente directe travaille étroitement avec le réseau des intégrateurs et revendeurs afin de connaître les besoins des clients et de susciter d'autres ventes. En outre, dans le cas de ventes importantes, la Société complète les efforts de ses intégrateurs et revendeurs selon une approche reposant sur l'équipe qui comprend de son personnel technique et de vente. Au 30 septembre 1998, le personnel de vente et de commercialisation de la Société était composé de 248 personnes (266 au 30 juin 1998).

La Société a recours à un réseau de développeurs d'applications à valeur ajoutée qui vient compléter ses efforts de vente. Ces développeurs tiers élaborent des produits qui fonctionnent de concert avec DOCS Open, DOCSFusion et d'autres produits et qui répondent aux besoins d'applications spécialisées au sein des marchés de la Société, ce qui lui permet de tirer encore mieux parti de ses efforts de vente. Ces développeurs commercialisent et vendent les produits de la Société en parallèle avec les leurs en recourant aux intégrateurs et revendeurs de la Société ainsi qu'à leurs propres canaux de commercialisation. La Société croit que stimuler la mise au point de ces produits complémentaires par des développeurs-tiers d'applications a pour effet d'élargir l'éventail de solutions pour des clients éventuels dans une multitude de marchés verticaux. La Société jouit d'alliances solides avec des chefs de file de l'industrie telles Microsoft, Digital Equipment Corporation («Digital»), NEC, Sybase, Oracle et Unisys. En octobre 1998, la Société s'est vue décerner, pour la deuxième année consécutive, le prix annuel Microsoft Industry Solution Award pour la meilleure solution de gestion de documents. Afin d'appuyer son personnel de vente, la Société réalise des campagnes soutenues de commercialisation, comprenant relations publiques, séminaires de télémarketing, salons professionnels, publicité, webcommercialisation, formation et conférences auprès de groupes d'utilisateurs, y compris sa conférence annuelle des utilisateurs et des partenaires : DOCSummit.

La Société vend ses systèmes de gestion de l'information pour professionnels principalement par l'entremise de son personnel de vente directe. Plus récemment, elle a commencé à commercialiser CMS OPEN par l'entremise de

revendeurs à l'extérieur de l'Amérique du Nord. De plus, elle peut compter sur ses liens avec des sociétés telles que Microsoft, Sybase, Digital et Hewlett-Packard pour vendre ses produits dans ce domaine.

À l'échelle mondiale, la Société vend ses produits de gestion des connaissances et des documents par l'entremise de distributeurs indépendants qui en assurent la vente dans plus de 40 pays. Ces distributeurs adaptent généralement les produits de la Société au marché local, notamment en assurant la traduction des logiciels et de la documentation et la fourniture de services d'assistance dans la langue locale, et ils les distribuent par vente directe ou indirecte et au moyen de canaux de commercialisation semblables à ceux qu'emploie la Société en Amérique du Nord. Dans certains cas, les distributeurs se voient confier l'exclusivité de la distribution pour un territoire en échange d'engagements au niveau de la commercialisation et de la vente. La Société vend ses produits CMS OPEN à des clients à l'extérieur de l'Amérique du Nord par l'entremise de PC DOCS Europe et de distributeurs et de revendeurs indépendants.

Le cycle de vente des produits de la Société dépend du produit et du client, mais en général ce cycle a une durée de six à 12 mois. La Société connaît habituellement des ventes plus faibles au cours des mois d'été, de juillet et août, et des ventes plus fortes du quatrième trimestre jusqu'à juin.

Service et assistance

Selon la Société, la décision d'un client d'acheter ses produits repose en partie sur le service et l'assistance qu'elle-même et son réseau de distributeurs, d'intégrateurs ou de revendeurs tiers fournissent, comme cela est le cas en matière de soutien logiciel et d'assistance à l'installation et à la formation et de services de gestion de projet et de consultation. Les services d'assistance logicielle pour ses produits de gestion des connaissances et des documents, comprenant une ligne directe de téléassistance et des mises à jour des logiciels, sont offerts sous la forme de contrats annuels de maintenance. Environ 70 % des clients choisissent de se procurer de tels services. Les clients des systèmes de gestion de l'information pour professionnels de la Société doivent lui acheter leurs services d'assistance au moment de la vente. Les frais annuels de services d'assistance de la Société varient en général de 15 à 20 % du prix de détail total pour le système acheté. La Société fournit également des services en clientèle pour intégrer et implanter CMS OPEN et CompInfo Lawpack dans le cas d'une vente directe. Au 30 septembre 1998, la Société comptait 273 employés (250 au 30 juin 1998) fournissant des services et de l'assistance à la clientèle en plus de ceux fournis par les distributeurs et les revendeurs de la Société.

Recherche et développement

La Société engage des ressources importantes en recherche et développement afin de maintenir et d'accroître la compétitivité de ses produits existants et de mettre en oeuvre de nouveaux produits qui répondent aux exigences rapides de changement de son marché. Les actuels efforts de mise au point de logiciels de la Société portent principalement sur leur amélioration et la mise à niveau de tous ses produits, ainsi que sur l'élargissement de sa gamme de logiciels de gestion des connaissances et des documents, particulièrement pour ordinateurs de bureau et serveurs tournant sur Microsoft Windows NT, Microsoft SQL Server, Microsoft Exchange et tous les environnements BackOffice. En outre, la Société poursuit ses efforts de mise au point en accroissant la capacité de ses produits à fonctionner sur Internet et le World Wide Web. Ces capacités comprennent celles de rechercher et de publier des documents sur Internet et d'y avoir accès, comme aussi de s'employer à sécuriser la gestion de documents et le transfert de renseignements financiers par Internet et les intranets d'entreprises.

La Société loge ses activités de recherche et de développement dans des installations aux États-Unis et au Canada. Au 30 septembre 1998, la Société comptait 249 employés (266 au 30 juin 1998) affectés à la recherche et au développement. Ses dépenses totales à ce chapitre s'élevaient à 13,2 M \$, 20,0 M \$ et 27,7 M \$ respectivement pour la période de trois exercices terminée le 30 juin 1998.

Propriété intellectuelle

La Société n'a pas présenté de demandes de brevet pour ses logiciels parce qu'elle ne croit pas que cela lui apporterait une protection efficace. Elle considère ses logiciels comme sa propriété exclusive et, pour se protéger, elle compte sur les lois sur le secret commercial et le droit d'auteur et sur les ententes de non-divulgaration passées avec ses employés, de même qu'elle compte sur les restrictions à la divulgation et la transférabilité qui figurent dans ses contrats de licence de logiciels conclus avec ses clients.

La Société a pour pratique de demander la protection par marque de commerce pour le nom de ses produits principaux. La Société, avec ses filiales, est propriétaire d'environ 57 marques de commerce, dont, notamment : BillWiz, Case Open, CLO, CLO*2, CMS, CMS/Data, CMS OPEN, CompInfo LawPack, Corporate Manager, CyberDOCS, CyberDOCS Routing, CyberRouting, DOCS, DOCS Designer, DOCS Development Kit, DOCS Document Sentry Agent, DOCS Enterprise Suite, DOCS Esq, DOCS Explorer, DOCSFulcrum, DOCSFulcrum Server, DOCSFusion, DOCSFusion Routing, DOCS Imaging, DOCS Interchange, DOCS Mobile, DOCS Open, DOCS Routing, DOCSummit, DOCS Unplugged, DocuDraft, The Global Leader In Time And Billing Solutions, Knowledge Enterprise Server, Know.Decide.Succeed !, The Knowledge Management Company, LawPack, LawPack Puts Law In Order, Lawpack Connect, Link To The Future, MarketSense, Orion, PC DOCS, PC DOCS Fulcrum, PC DOCS Group, PC DOCS Open, Power Desktop, PowerDOCS, Quartex et SmartDOCS.

La Société a également obtenu des licences, pour certaines technologies protégées, d'autres sociétés en vue de leur utilisation dans ses produits.

Employés

Au 30 septembre 1998, la Société comptait 886 employés à temps plein (905 au 30 juin 1998) dont 544 (549 au 30 juin 1998) aux États-Unis. Aucun de ses employés n'est régi par une convention collective.

Clients

Les clients de la Société se composent d'organismes et entreprises présents dans une grande variété de marchés, notamment les services professionnels et financiers, les administrations publiques, la fabrication, les produits de consommation, les entreprises de services publics, les communications et la pharmaceutique. Ainsi, chez ces clients, les installations qui y sont faites sont destinées à répondre aux besoins d'une équipe et d'un service ou sont déployées à la grandeur de l'entreprise. Aucun client ne compte pour plus de 10 % des produits d'exploitation consolidés de la Société.

Concurrence

Le marché pour les produits de la Société est très concurrentiel, soumis à des changements rapides et fortement influencé par le lancement de nouveaux produits et d'autres activités des participants de l'industrie. Les produits de la Société visent le marché émergent des solutions logicielles ouvertes, clients/serveurs et clients légers, et ses concurrents proposent également une variété de produits et de services qui visent ce marché. Ses produits se retrouvent en concurrence directe avec bon nombre de sociétés ouvertes ou fermées, ou des divisions de celles-ci, notamment en ce qui concerne les logiciels de gestion des connaissances et des documents, Documentum, FileNet, Open Text, NetRight Technologies, Verity, Dataware et Lotus, et, en ce qui concerne ses produits de gestion de l'information temporelle pour professionnels, Elite, Barrister, CABS et CompuTrac. Certains de ses concurrents (avec leur société mère) présentent un historique d'exploitation qui remonte à plus loin, disposent de plus grandes ressources financières, techniques, de commercialisation ou autres, sont reconnues depuis plus longtemps et comptent un plus grand bassin de clients qu'elle. En ce qui concerne les systèmes de gestion de causes et de mandats, les concurrents directs de la Société comprennent Law Manager, Mitrtech et Legal Edge.

En plus de ses concurrents actuels, la Société pourrait devoir affronter de nouveaux concurrents. Ceux-ci peuvent comprendre des fournisseurs de systèmes de gestion de bases de données relationnelles, tels que Oracle et Sybase, et des fournisseurs d'applications et de systèmes d'exploitation comme Microsoft et Netscape. Certaines de ces entreprises réalisent des activités de commercialisation avec la Société.

Parmi les grands facteurs influençant la concurrence dans les marchés de la Société, mentionnons les caractéristiques mêmes des produits, dont le rendement, la fiabilité, la flexibilité, l'adaptabilité, l'évolutivité, la capacité d'intégrer des produits tiers, la fonctionnalité, la convivialité et la sécurité, ainsi que la réputation du produit, la qualité, le prix, ainsi que le service et l'assistance à la clientèle. Bien que la Société croie bien répondre à la concurrence actuellement pour ce qui est de ces facteurs, rien ne garantit qu'elle saura maintenir sa position vis-à-vis de ses concurrents actuels et à venir.

Rubrique 2. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Toutes les installations de la Société se composent de locaux à bureaux loués. Le siège social et le bureau principal de la Société (18 460 pieds carrés) sont situés à Toronto en Ontario et la Société possède un deuxième bureau (39 964 pieds carrés) à Ottawa en Ontario. La Société a deux bureaux à Tallahassee en Floride (21 800 et 14 900 pieds carrés, respectivement), un bureau à Burlington au Massachussets (30 800 pieds carrés), un bureau à New York (16 500 pieds carrés) et un autre à San Francisco en Californie (2 933 pieds carrés). En Europe, la Société possède un bureau à Watford (7 700 pieds carrés), est en voie de louer un bureau au centre de Londres (2 994 pieds carrés) et en a un autre à Paris en France (6 552 pieds carrés). En Australie, la Société est en voie de louer un bureau à Sydney (2 330 pieds carrés). Elle possède également de petits bureaux à Tokyo, Rome, Milan, Francfort et Washington D.C. Ces locaux répondent aux besoins actuels de la Société et tous les baux sont au taux du marché.

Rubrique 3. LITIGES EN COURS

À ce jour, la Société n'est partie à aucun litige important et aucun de ses biens n'est visé par un tel litige. Aucun litige important mettant en cause la Société n'est en cours ni, à sa connaissance, n'est envisagé par une autorité gouvernementale.

Rubrique 4. CONTRÔLE DE LA PERSONNE INSCRITE

À la connaissance de la Société, elle n'est la propriété directe ou indirecte ni d'une autre société ni d'un gouvernement étranger ni n'est-elle contrôlée par une autre société ou un gouvernement étranger.

À la connaissance de la Société, en se fondant sur les dépôts publics, nulle personne, y compris une société ou un gouvernement, n'est propriétaire véritable, directement ou non, d'actions conférant plus de 10 % des droits de vote rattachés aux actions ordinaires émises et en circulation de la Société, ni n'exerce d'emprise sur un tel nombre de droits de vote, Datamat exceptée, celle-ci exerçant un contrôle sur 2 366 931 actions de la Société, correspondant, au 30 septembre 1998, à 10,18 % des actions ordinaires en circulation. À la connaissance de la Société, au 30 septembre 1998, les dirigeants de la Société et de ses filiales étaient propriétaires véritables, directement ou non, d'environ 7 % (1 549 889 actions) des actions ordinaires émises et en circulation de la Société.

Le 26 janvier 1998, la Société a lancé une offre (l'«offre») visant l'achat de toutes les actions en circulation de Fulcrum, laquelle a été complétée le 10 mars 1998. Dans le cadre de l'offre, la Société a conclu une convention de blocage (la «convention de blocage») datée du 22 décembre 1997, en sa version modifiée, avec Datamat, l'actionnaire majoritaire de Fulcrum à cette époque, aux termes de laquelle Datamat s'est engagée, durant cinq ans à compter de la date où les actions de Fulcrum détenues par Datamat ont été prises en livraison aux termes de l'offre, (i) à ne pas voter, à l'égard des actions ordinaires reçues par Datamat en rapport avec l'offre, sur toute question soumise au vote des actionnaires de la Société, (ii) à ne pas faire l'acquisition d'actions ordinaires supplémentaires ou d'autres titres de la Société (sauf dans des cas particuliers) ni à prendre des mesures visant à acquérir la Société ou à nuire à son contrôle et, (iii) tant que Datamat est propriétaire d'au moins 7,5% des actions ordinaires en circulation, il serait inclus le nom d'un représentant de Datamat dans la liste d'administrateurs dont la direction recommande l'élection au Conseil d'administration de la Société à chaque assemblée annuelle de ses actionnaires, pour autant que ce représentant agréé à la Société, agissant raisonnablement, et pour autant, aussi, que ce nom lui soit fourni en temps opportun.

Il n'existe aucune entente connue de la Société dont les conséquences pourraient à une date ultérieure occasionner un changement dans son contrôle.

Rubrique 5. ÉTAT DU MARCHÉ BOURSIER

Variations du cours des actions ordinaires

Les actions ordinaires de la Société sont négociées sur le NASDAQ National Market («NASDAQ») sous le symbole «DOCSF» et à la Bourse de Toronto («BT») sous le symbole «DXX.» Le tableau ci-après indique le cours vendeur le

plus élevé et le plus bas des actions ordinaires sur le NASDAQ et à la BT au cours des périodes mentionnées. Le dernier cours vendeur rapporté le 30 septembre 1998 sur le NASDAQ était de 3,75 \$ US et, à la BT, de 5,70 \$.

	Variations du cours des actions ordinaires			
	NASDAQ National Market		Bourse de Toronto	
	Haut	Bas	Haut	Bas
Exercice terminé le 30 juin 1998				
1 ^{er} trimestre	6 5/8 \$ US	5 3 \$ US	9,09 \$ CA	7,14 \$ CA
2 ^e trimestre	7 7/16	4 f	10,25	6,80
3 ^e trimestre	5 15/16	4 3	8,19	6,14
4 ^e trimestre	7 9/16	5 c	11,19	7,44
Exercice terminé le 30 juin 1997				
1 ^{er} trimestre	21 \$ US	12 d \$ US	28,00 \$ CA	16,20 \$ CA
2 ^e trimestre	13 3/4	7 :	18,75	10,50
3 ^e trimestre	10 3/16	6 2	13,90	9,00
4 ^e trimestre	7	5	10,10	6,50

Au 30 septembre 1998, à la connaissance de la Société, les porteurs inscrits des États-Unis détenaient environ 62 % de ses actions ordinaires émises et en circulation.

Rubrique 6. CONTRÔLES BOURSIERS ET AUTRES RESTRICTIONS TOUCHANT LES PORTEURS

À l'heure actuelle, aucune restriction n'est imposée en vertu des lois fédérales ou provinciales canadiennes quant aux droits de non-résidents ou de propriétaires étrangers de titres canadiens de détenir les titres de la Société ni d'en exercer les droits de vote afférents. Aucune restriction n'est par ailleurs imposée en vertu des statuts et règlements administratifs de la Société relativement à ses actions ordinaires.

Loi sur Investissement Canada

En vertu de la *Loi sur Investissement Canada*, l'acquisition de certaines «entreprises» par des «non-canadiens» est assujettie à l'examen d'Investissement Canada, un organisme fédéral, et ne sera autorisée que si elle est réputée constituer un «avantage net» pour le Canada. Investissement Canada n'examinera une acquisition que si la valeur de l'actif de l'entreprise canadienne acquise est d'au moins 5 M \$, dans le cas d'une acquisition «directe», ou d'au moins 50 M \$, dans le cas d'une acquisition indirecte. En vertu de l'*Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis*, ces seuils ont été augmentés aux fins de l'acquisition d'entreprises canadiennes par des Américains ou des entreprises contrôlées par des Américains. Une acquisition directe par un Américain ne fera l'objet d'un examen que si elle donne lieu à l'acquisition directe d'une entreprise canadienne dont l'actif s'élève à au moins 150 M \$ (sous réserve de rajustement annuel depuis 1992 afin de tenir compte de la valeur en dollars de l'inflation). Les acquisitions indirectes par des Américains ne font plus l'objet d'un examen, peu importe la taille de l'entreprise canadienne acquise. Ces seuils majorés ne s'appliquent pas aux entreprises qui exercent certaines activités de placement à l'étranger ou encore des activités névralgiques comme celles qui concernent les réserves de pétrole et de gaz ou les services financiers. Si les seuils susmentionnés ne sont pas atteints, l'acquisition d'une entreprise canadienne par un non-canadien ne fera pas l'objet d'un examen, sauf si elle a trait au patrimoine culturel canadien ou à l'identité nationale. Même si l'acquisition d'une entreprise canadienne n'est pas susceptible d'examen, l'acquéreur non-canadien doit tout de même informer Investissement Canada dans les 30 jours de l'exécution d'une telle opération.

Loi sur la concurrence

En vertu de la *Loi sur la concurrence* (Canada), certaines opérations sont assujetties à des exigences de préavis; ainsi, un avis de l'opération et les renseignements précis qui s'y rattachent doivent être fournis au Directeur des enquêtes et recherches, au Bureau de la politique de concurrence, et l'opération ne pourra être conclue, dans des circonstances normales, avant le délai de 21 jours suivant la date à laquelle le Directeur reçoit les renseignements requis en vertu de la loi.

Une opération projetée donnera lieu à un préavis seulement si les parties à l'opération, ainsi que les sociétés de leur groupe, détiennent un actif au Canada d'une valeur globale supérieure à 400 M \$ ou ont un chiffre d'affaires brut au Canada, ou en provenance de ce pays, d'une valeur globale supérieure à 400 M \$. Ayant respecté ces premiers seuils, les parties doivent alors fournir un préavis si l'un ou l'autre de ces seuils additionnels est atteint : 1° dans le cas d'une acquisition d'actif au Canada (directement ou dans le cadre d'un achat d'actions), la valeur globale de l'actif ou du chiffre d'affaires brut au Canada, ou en provenance de ce pays, qui est acquis dépasse 35 M \$; 2° dans le cas d'une acquisition d'actions d'une société au Canada où, comme résultat de l'acquisition projetée, la personne acquérant les actions, ainsi que les sociétés de son groupe, détiendrait plus de 20 % (ou, si la personne faisant l'acquisition détient déjà 20 % ou plus des actions comportant droit de vote de la société visée, alors 50 %) des actions d'une société qui sont cotées en bourse ou, dans le cas d'une société dont les actions ne sont pas cotées en bourse, le seuil est de 35 % (et de 50 % si l'acquéreur détient 35 % ou plus des actions de la société visée avant de procéder à l'acquisition); ou 3° dans le cas d'une fusion projetée de deux ou de plusieurs sociétés où l'une ou plusieurs des sociétés fusionnantes exploite une entreprise (directement ou indirectement) dont la valeur globale de l'actif au Canada qui serait détenue par la société assurant la continuation de l'exploitation à la suite de la fusion dépasserait 70 M \$ ou dont le chiffre d'affaires brut au Canada, ou en provenance de ce pays, produit par l'actif de l'entité issue de la fusion dépasserait 70 M \$.

Régime de droits des actionnaires

Le 2 octobre 1995, le Conseil d'administration de la Société a adopté un régime de droits des actionnaires (le «régime») qui a été ratifié et confirmé par les actionnaires le 28 novembre suivant. Le régime vise à donner aux actionnaires suffisamment de temps pour bien évaluer les avantages d'une offre publique d'achat, sans pression indue, et de permettre que des offres concurrentes puissent être présentées. Le régime est conçu de façon à donner au Conseil d'administration le temps nécessaire pour examiner toutes les avenues possibles pour s'assurer que tous les porteurs reçoivent une valeur juste et équitable pour leurs actions ordinaires.

Conformément aux modalités du régime, le 10 octobre 1995 (soit la date de son entrée en vigueur), un droit a été émis et relié à chaque action ordinaire en circulation. Un droit se rattachera également à toutes les actions ordinaires émises par la suite. L'émission de droits n'entraîne pas en tant que telle de dilution, ne touche pas le bénéfice déclaré par action et ne modifie pas la façon dont les porteurs négocient par ailleurs leurs actions ordinaires. Toutefois, les droits seront séparés des actions ordinaires auxquelles ils sont rattachés et pourront être exercés au moment (la «date de séparation») — c'est-à-dire huit jours de bourse après celle des dates suivantes qui tombe en premier — soit celui où (i) une personne ayant acquis, ou (ii) la date de début ou d'annonce ou toute date ultérieure pouvant être déterminée par le Conseil d'administration de la Société relativement à l'offre publique visant à acquérir, 20 % ou plus des actions ordinaires autrement que par voie d'une acquisition dans le cadre d'une offre publique d'achat permise par le régime (une «offre autorisée»). Pour être admise comme offre autorisée, une offre publique d'achat doit être présentée à tous les porteurs d'actions ordinaires, sauf l'initiateur, et valoir pour 60 jours par la suite. Si au moins 50% des actions ordinaires détenues par des porteurs autres que l'initiateur, les sociétés de son groupe et les personnes qui agissent de concert avec l'initiateur ou qui en sont les alliées sont déposées en réponse à l'offre et ne sont pas retirées, l'initiateur peut prendre en livraison et régler ces actions. L'offre doit alors être maintenue pendant une période additionnelle de dix jours ouvrables, aux mêmes conditions.

L'acquisition par une personne (une «acquiesse»), y compris d'autres personnes qui agissent de concert avec elle, de 20% des actions ordinaires, autrement que dans le cadre d'une offre autorisée, est désignée par l'expression «événement de prise de contrôle». Tous les droits détenus par une acquiesse à la date de séparation, ou par la suite, ou à la première date de l'annonce publique faite par la Société, ou une acquiesse, qu'une acquiesse est désignée, seront de nul effet dès la survenance d'un événement de prise de contrôle. Huit jours de bourse après la survenance de l'événement de prise de contrôle, les droits (autres que ceux qui sont détenus par l'acquiesse) permettront aux porteurs d'acheter un nombre d'actions ordinaires dont le cours global le jour de l'événement de prise de contrôle correspond à deux fois le prix d'exercice pour un montant en espèces égal au prix d'exercice, ce prix d'exercice étant égal à cinq fois le cours des actions ordinaires à la date de séparation.

Rubrique 7. FISCALITÉ

Considérations fiscales fédérales canadiennes

Le résumé suivant décrit les principales considérations fiscales fédérales canadiennes applicables à la détention et à la disposition d'une action ordinaire par un porteur (le «porteur») d'une ou de plusieurs actions ordinaires, qui est résident des États-Unis d'Amérique et la ou les détient à titre d'immobilisations. Ce résumé est fondé sur les dispositions actuelles de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la «Loi de l'impôt»), règlements pris en application de cette loi ainsi que toutes les modifications à la Loi de l'impôt publiquement proposées par le gouvernement du Canada à la date des présentes. Il est présumé que toute modification sera adoptée telle qu'elle est proposée et qu'il n'y aura aucun changement pertinent dans toute loi applicable, même si aucune garantie ne peut être donnée à ces égards.

Chaque porteur est tenu d'acquitter une retenue d'impôt à la source sur chaque dividende qui lui est payé ou crédité, ou qui est réputé l'être, à l'égard de ses actions ordinaires. En vertu de la *Convention fiscale de 1980 entre le Canada et les États-Unis d'Amérique*, en sa version modifiée par des protocoles (le «Traité»), le taux de la retenue est de 15%, sauf si le porteur est une société qui détient en propriété effective au moins 10% des titres comportant droit de vote de la société et détient en propriété effective le dividende, auquel cas la retenue est de 5% du montant brut des dividendes payés.

En vertu de la Loi de l'impôt, un porteur ne sera pas assujéti à l'impôt canadien sur tout gain en capital réalisé à la disposition réelle ou réputée d'une action ordinaire, y compris la disposition réputée au décès, à la condition qu'il ne la détienne pas à titre d'immobilisation utilisée dans le cadre d'une entreprise exercée au Canada, et que ni lui ni aucune personne avec qui il traite avec un lien de dépendance, seul ou ensemble, ne détienne 25% au plus des actions émises de toute catégorie de la société, à tout moment au cours de la période de cinq ans précédant la disposition.

Un porteur qui serait autrement tenu d'acquitter l'impôt canadien sur un gain en capital réalisé à la suite d'une disposition réelle ou réputée d'une action ordinaire sera déchargé, en vertu du Traité, d'une telle obligation, sauf si :

- a) l'action ordinaire faisait partie des biens d'entreprise d'un établissement stable au Canada que le porteur détenait dans la période de douze mois précédant la disposition;
- b) le porteur :
 - (i) a été un résident du Canada pendant 120 mois au cours de toute période de 20 ans précédant la disposition,
 - (ii) a été un résident du Canada à n'importe quel moment au cours de la période de 10 ans précédant immédiatement la disposition,
 - (iii) était propriétaire de l'action ordinaire lorsqu'il a cessé d'être un résident du Canada.

Rubrique 8. PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Information annuelle

Il est recommandé de prendre connaissance de l'information financière consolidée choisie suivante de la Société en parallèle avec ses états financiers consolidés vérifiés datés du 30 juin 1998, dressés conformément aux PCGR américains, et les notes complémentaires, joints aux présentes.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	30 juin (vérifié)									
	<u>1998</u>		<u>1997</u>		<u>1996</u>		<u>1995</u>		<u>1994</u>	
Pour la période terminée										
Total des produits	136 429	\$	96 174	\$	81 173	\$	51 616	\$	28 935	\$
Bénéfice avant réductions de valeur, gain de dilution, impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle	5 913		6 483		18 419		6 863		(4 468)	
Bénéfice net (perte nette)	(79 415)	⁽¹⁾	3 879		11 525	⁽²⁾	6 461		(9 100)	⁽³⁾
Bénéfice (perte) par action ordinaire ⁽⁴⁾										
Non dilué(e)	(3,79)	⁽¹⁾	0,20		0,73	⁽²⁾	0,43		(1,09)	⁽³⁾
Dilué(e)	(3,79)		0,18		0,63	⁽²⁾	0,41		(dilution négative)	
À la fin de la période										
Total de l'actif	185 294	\$	162 399	\$	150 244	\$	43 414	\$	19 774	\$
Dette à long terme, y compris emprunt bancaire, obligations à long terme au titre de contrats de location-acquisition et avantages incitatifs à la location	22 044		2 228		2 102	⁽⁵⁾	618		671	

- 1) Comprend une somme de 92,8 M \$, ou 4,43 \$ par action, au titre de réductions de valeur avant impôts des frais de développement de produits, de l'écart d'acquisition ainsi que des coûts de restructuration et autres coûts inhabituels.
- 2) Comprend une charge au titre de la fusion de 3,9 M \$ et l'avantage fiscal connexe de 2,7 M \$, ou 0,07 \$ par action.
- 3) Comprend une somme de 5,1 M \$, ou 0,61 \$ par action, au titre de réductions de valeur avant impôts des frais de développement de produits, de l'écart d'acquisition et de crédits d'impôt à l'investissement.
- 4) L'information par action tient compte du regroupement d'actions, à raison de quatre pour une, survenu le 11 avril 1994.
- 5) Retraité pour correspondre à la présentation adoptée pour les états financiers de l'exercice terminé le 30 juin 1997.

Produits d'exploitation

Pour l'exercice 1995, les produits ont augmenté considérablement pour atteindre 51,6 M \$, une hausse de 79% par rapport à l'exercice 1994, les augmentations ayant été enregistrées dans toutes les catégories de revenus et pour pratiquement toutes les activités.

Pour l'exercice 1996, les produits se sont établis à 81,2 M \$, en hausse de 29,6 M \$, ou 57%, par rapport à l'exercice 1995, les augmentations ayant également été enregistrées dans toutes les catégories de revenus et pour pratiquement toutes les activités.

Pour l'exercice 1997, les produits se sont établis à 96,2 M \$, une hausse de 15,0 M \$, ou 18%, par rapport à l'exercice 1996. Les ventes de services d'assistance logicielle et d'autres services ont augmenté de 15,5 M \$, ou 72%, tandis que les ventes de logiciels ont progressé de 0,9 M \$, soit 2%. Les intérêts créditeurs et les autres revenus ont augmenté de 2,2 M \$, ou 136%. Ces hausses ont été contrebalancées par la réduction de 3,6 M \$ des ventes de matériels.

Pour l'exercice 1998, les produits se sont établis à 136,4 M \$, une hausse de 40,2 M \$, ou 42%, par rapport à l'exercice 1997. Les ventes de services d'assistance logicielle et d'autres services ont augmenté de 17,9 M \$, ou 49%, tandis que les ventes de logiciels ont progressé de 23,8 M \$, soit 45%. Les ventes de matériels ont diminué de 0,7 M \$ tandis que les intérêts créditeurs et les autres revenus ont reculé de 0,9 M \$.

Bénéfice net/perte nette

La perte nette de l'exercice 1994 s'est établie à 9,1 M \$. Cette perte comprend 1,5 M \$ au titre de la réduction de valeur de certains frais de développement de produits et de 3,5 M \$ au titre de la radiation de l'écart d'acquisition. Les résultats reflètent également les frais plus élevés imputables à la mise sur pied de l'infrastructure de PC DOCS, Inc. et à la poursuite des travaux de développement sur CMS OPEN.

Le bénéfice net de l'exercice 1995 s'est élevé à un niveau record de 6,5 M \$ grâce à l'augmentation appréciable des produits d'exploitation en 1995, alliée à l'application de sévères mesures de contrôle des coûts.

Le bénéfice net de l'exercice 1996 a touché, une fois encore, un niveau record de 11,5 M \$. Ce bénéfice net comprenait une charge de restructuration de 3,9 M \$ et l'avantage fiscal de 2,7 M \$ en découlant. Ce résultat reflète l'augmentation marquée des produits en 1996, alliée à l'application constante d'un contrôle sur les coûts.

Le bénéfice net de l'exercice 1997 s'est établi à 3,9 M \$. Ce résultat est attribuable à la hausse constante des produits en 1997, partiellement contrebalancée toutefois par l'augmentation des frais découlant de l'expansion des activités de commercialisation et de vente de la Société.

La perte nette enregistrée pour l'exercice 1998 a chiffré 79,4 M \$. Ce total comprend une charge de restructuration et d'autres charges inhabituelles de 21,4 M \$, un montant de 16,6 M \$ au titre de la réduction de valeur des frais de développement de produits et un montant de 54,8 M \$ relatif aux recherches en cours acquises et aux frais de développement liés à l'acquisition de Fulcrum. Les résultats reflètent la hausse importante des produits d'exploitation et des frais par rapport à 1997, principalement en raison de l'acquisition de Fulcrum.

Actif

À la fin de l'exercice 1995, le total de l'actif s'élevait à 43,4 M \$, une augmentation de 23,6 M \$ par rapport aux 19,8 M \$ de 1994. De ce montant, une part de 13,0 M \$ correspondait au poste de l'encaisse et des dépôts à court terme, découlant principalement de l'émission d'actions de 10,8 M \$ réalisée au cours de l'exercice. Traduisant la hausse marquée des produits en 1995, les débiteurs se sont accrus de 11,0 M \$ par rapport à la fin de l'exercice précédent.

À la fin de l'exercice 1996, le total de l'actif s'est établi à 150,2 M \$, une augmentation de 106,8 M \$ par rapport à 43,4 M \$ de 1995. Le poste de l'encaisse et des placements à court terme s'est élevé à 95,9 M \$, une hausse de 82,5 M \$ découlant surtout de l'émission d'actions de 59,2 M \$ US réalisée en avril 1996. Reflétant l'augmentation appréciable des produits d'exploitation en 1996, les débiteurs ont augmenté de 15,3 M \$ par rapport à la fin de l'exercice précédent. Un avantage fiscal reporté de 2,7 M \$ a été comptabilisé lors de l'acquisition de DataRamp, Inc.

À la fin de l'exercice 1997, le total de l'actif s'est établi à 162,4 M \$, une augmentation de 12,2 M \$ par rapport aux 150,2 M \$ de 1996. Le poste de l'encaisse et des placements à court terme s'est élevé à 89,7 M \$, une diminution de 6,2 M \$. Au cours de l'exercice 1997, la Société a investi une somme de 1,7 M \$ dans son distributeur pour l'Asie et lui a prêté 1,3 M \$; le prêt n'a pas encore été remboursé. Les débiteurs ont augmenté de 3,8 M \$ par rapport à l'exercice précédent, traduisant l'amélioration des produits d'exploitation de l'exercice 1997. Au cours de l'exercice 1997, un écart d'acquisition de 2,3 M \$ a été comptabilisé à la suite de l'acquisition de Quintec International Ltd. (maintenant PC DOCS Group Europe Ltd.).

À la fin de l'exercice 1998, le total de l'actif s'est établi à 185,3 M \$, une augmentation de 22,9 M \$ par rapport aux 162,4 M \$ de 1997. Le poste de l'encaisse et des placements à court terme a chiffré 62,5 M \$, une diminution de 27,2 M \$. Au cours de l'exercice 1998, la Société a acquis Fulcrum et le distributeur de la Société pour l'Asie, PC DOCS Asia. Ces acquisitions ont contribué à l'augmentation du total de l'actif. Les débiteurs se sont accrus de 39,5 M \$ par rapport à 1997, principalement grâce à l'augmentation des produits d'exploitation et à l'acquisition de Fulcrum. Les logiciels acquis, d'une valeur de 3,0 M \$, représentent les possibilités de production de revenus futurs estimatifs des produits logiciels acquis dans le cadre de l'acquisition de Fulcrum. Les produits comptabilisés d'avance et autres éléments d'actif ont augmenté de 3,9 M \$ par rapport à 1997, principalement grâce à l'acquisition de Fulcrum. Les frais de développement de produits ont diminué de 11,6 M \$ par suite de la réduction de valeur effectuée en raison de l'évolution des conditions du marché; en effet, les clients se tournent de plus en plus vers les produits liés à Internet, délaissant les produits client-serveur.

Dettes à long terme

Au cours de 1994, la Société a reçu des fonds de 0,8 M \$ relatifs à des contrats de location-acquisition et a remboursé des obligations de 0,6 M \$ au titre de tels contrats. En 1995, elle avait reçu des fonds de 0,9 M \$ relatifs à des contrats de location-acquisition et remboursé des obligations de 0,8 M \$ au titre de tels contrats.

La dette à long terme au 30 juin 1996 comprenait une somme de 0,4 million de dollars en avantages incitatifs relatifs à la location et de 1,7 M \$ d'obligations au titre de contrats de location-acquisition.

La dette à long terme au 30 juin 1997 comprenait une somme de 1,4 M \$ en avantages incitatifs à la location et de 0,8 M \$ d'obligations au titre de contrats de location-acquisition.

Au 30 juin 1998, la dette à long terme comprenait un emprunt bancaire de 20 M \$ portant intérêt au taux préférentiel bancaire canadien, remboursable le 9 mars 2000 et garanti par un contrat de sûreté générale prévoyant une charge de premier rang sur tout l'actif de Fulcrum, à l'exception des biens immobiliers, sous réserve seulement des charges permises. La Société a garanti le remboursement de l'emprunt à concurrence de 7,0 M \$.

La dette à long terme comprend également des avantages incitatifs à la location de 1,3 M \$ et des obligations de 0,7 M \$ au titre de contrats de location-acquisition.

Information trimestrielle

Ces données sont tirées des rapports trimestriels non vérifiés dressés conformément aux PCGR américains.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

<u>Trimestre terminé le</u>	<u>Total des produits</u>	<u>Bénéfice</u>	<u>Bénéfice par action dilué</u>
<u>1998</u>			
30 juin 1998	46 245 \$	1 535	0,06 \$
31 mars 1998	34 490	(82 510)	(4,02) ⁽¹⁾
31 décembre 1997	29 863	977	0,05
30 septembre 1997	25 831	583	0,03
	<u>136 429 \$</u>	<u>(79 415) \$</u>	<u>(3,79) \$</u>
<u>1997</u>			
30 juin 1997	27 111 \$	1 213 \$	0,06 \$
31 mars 1997	24 015	380	0,02
31 décembre 1996	24 990	2 068	0,10
30 septembre 1996	20 058	218	0,01
	<u>96 174 \$</u>	<u>3 879 \$</u>	<u>0,18 \$</u>

1. Après frais de restructuration et autres frais inhabituels de 92,8 M \$, ou 4,43 \$ par action.

On peut qualifier de saisonnières les activités de la Société dans la mesure où les mois d'été (juillet et août) compris dans les résultats du premier trimestre sont généralement moins actifs que les autres mois et où les résultats de son quatrième trimestre se terminant en juin sont habituellement plutôt élevés, une situation courante dans le secteur des logiciels.

Conversion des devises

La Société présente ses états financiers consolidés en dollars canadiens. Tous les montants en dollars indiqués dans les présentes sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Certains montants en dollars des États-Unis indiqués dans les présentes sont convertis en dollars canadiens. Il ne faudrait pas croire, sur la base de ces conversions, que les montants exprimés en dollars des États-Unis correspondent aux montants exprimés en dollars canadiens ni qu'ils peuvent être convertis en dollars canadiens au taux indiqué.

Taux de change

Le tableau suivant présente, pour les périodes indiquées, les cours haut et bas du change le dernier jour ouvrable de chaque mois au cours de la période, ainsi que les cours moyen et de fin de période, d'un dollar canadien échangé contre un dollar américain, définis par les taux de midi de la Banque du Canada et dont la Société se sert pour convertir ses états financiers :

1 \$ US =

Exercices terminés le 30 juin

	<u>1998</u>	<u>1997</u>	<u>1996</u>	<u>1995</u>	<u>1994</u>
Haut	1,4716 \$	1,3970 \$	1,3743 \$	1,4086 \$	1,3847 \$
Bas	1,3814	1,3408	1,3395	1,3408	1,2841
Moyenne	1,4177	1,3663	1,3613	1,3793	1,3306
Fin de l'exercice	1,4716	1,3811	1,3651	1,3734	1,3823

Le taux de change au 30 septembre 1998 était de 1,5259 \$.

Dividendes

Jusqu'à présent, la Société n'a versé aucun dividende sur ses actions ordinaires. Le paiement de dividendes est laissé à la discrétion du Conseil d'administration et dépend du bénéfice de la Société, de ses besoins en capitaux, de sa situation financière ainsi que d'autres facteurs pertinents. Le Conseil n'a pas l'intention de déclarer de dividendes dans un avenir rapproché; il compte plutôt affecter tous les bénéfices aux activités d'exploitation de la Société.

Rubrique 9. ANALYSE PAR LA DIRECTION

Il y a lieu de se reporter aux sections intitulées «Analyse par la direction - PCGR américains», aux pages 17 à 29 du rapport annuel 1998 aux actionnaires joint aux présentes, pour une comparaison des exercices 1998 et 1997, et «Analyse par la direction - PCGR américains», aux pages 16 à 20 du rapport annuel 1997 aux actionnaires déposé en tant que partie intégrante du formulaire 20-F pour l'exercice 1997, pour une comparaison des exercices 1997 et 1996, et intégré par renvoi dans les présentes.

Rubrique 9A. EXPOSÉ QUANTITATIF ET QUALITATIF SUR LES RISQUES DE MARCHÉ

La Société n'a pas recours à des instruments sensibles aux risques de marché (c.-à-d., des instruments financiers dérivés) pour gérer ses risques de marché ni à des fins de négociation ou de spéculation. Par conséquent, elle ne présente aucune information quantitative sur les risques de marché découlant de sa participation à de tels placements.

Les principaux risques de marché auxquels la Société est exposée sont le risque de taux d'intérêt et le risque de change. La Société place ses liquidités dans des comptes du marché monétaire ou dans des instruments d'emprunt très liquides dont les échéances initiales ne dépassent pas trois mois. Le portefeuille de placements constitué d'espèces et de quasi-espèces est soumis aux fluctuations du loyer de l'argent, mais la Société estime que ce risque est négligeable compte tenu de la nature à court terme de ces placements. La quasi-totalité des activités que la Société exerce à l'extérieur des États-Unis sont effectuées dans la devise locale du pays où les entreprises sont physiquement situées. La Société n'a conclu aucun contrat de change, contrat d'options sur devises ni autre arrangement de couverture portant sur des devises. Toutefois, comme le chiffre d'affaires de même que les frais d'exploitation des établissements étrangers sont libellés principalement dans la devise concernée, la Société est d'avis que les risques de marché en découlant ne devraient pas avoir de répercussions importantes sur ses affaires, ses résultats d'exploitation ni sa situation financière.

Rubrique 10. DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Le tableau suivant indique l'information, à la date des présentes, sur les membres du Conseil d'administration et de la Direction de la Société, depuis 1993, sauf indication contraire.

<u>Nom et lieu de résidence</u>	<u>Poste(s)</u>	<u>Fonctions principales</u>	<u>Administrateur depuis⁽¹⁾</u>
Rubin I. Osten	Président, chef de la	Président et chef de la direction de la	1977

<u>Nom et lieu de résidence</u>	<u>Poste(s)</u>	<u>Fonctions principales</u>	<u>Administrateur depuis⁽¹⁾</u>
Toronto (Ontario)	direction et administrateur	Société	
Benjamin Swirsky ⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾ Toronto (Ontario)	Président du Conseil	Président du Conseil et chef de la direction de Nextel Group Inc., une société de télécommunications	1997
Edward F. Tabah Tallahassee (Floride)	Vice-président et administrateur	Vice-président de CMS/Data Corporation	1977
P. Scott Kadlec Burlington (MA)	Vice-président et administrateur	Vice-président de la Société	1989
Bruce Light ⁽³⁾⁽⁴⁾ Toronto (Ontario)	Administrateur	Président de Light and Associates Ltd., une société de conseil en gestion	1995
Harvey Gellman ⁽²⁾⁽⁴⁾ Toronto (Ontario)	Administrateur	Vice-président directeur de Alacrity Inc., une société de logiciels	1997
Mark Skapinker ⁽²⁾⁽³⁾ Toronto (Ontario)	Administrateur	Président du Conseil et chef de la direction de Balisoft Technologies Inc., une société de logiciels	1997
Giancarlo Giglio ⁽⁵⁾ Rome (Italie)	Directeur	Directeur général de Datamat Ingegneria dei Sistemi S.p.A, une société d'intégration de systèmes	1998
Martin Day Toronto (Ontario)	Vice-président, chef du contentieux et secrétaire de la Société	Vice-président, chef du contentieux et secrétaire de la Société; avocat chez Goodman Phillips & Vineberg jusqu'en 1996	
Jonathan Hamovitch Toronto (Ontario)	Vice-président, Ressources humaines	Vice-président, Ressources humaines de la Société; vice-président, Direction des ressources de Wal-Mart Canada Inc., jusqu'en 1997	
Lynn Kauffman Toronto (Ontario)	Vice-président	Président de PC DOCS Canada Inc.	
Dennis Moir Toronto (Ontario)	Vice-président, Finances et chef de la direction financière	Vice-président, Finances et chef de la direction financière de la Société; vice-président, Finances, Systèmes et services d'assurance, Conseillers en gestion et informatique CGI Inc., jusqu'en 1998	
Michael O'Connor Clarke Toronto (Ontario)	Vice-président, Commercialisation de la Société	Vice-président, Commercialisation de la Société; directeur, Commercialisation des produits, Lava Systems Inc., jusqu'en 1998	

Notes :

1. Calculé à partir de la date à laquelle ces personnes sont devenues, pour la première fois, administrateurs de Micom Computer Systems Limited, une société remplacée par la Société, ou de la Société.
2. Membre du Comité de vérification.
3. Membre du Comité de la rémunération et de l'organisation.
4. Membre du Comité de régie d'entreprise.
5. Représentant de Datamat, tel qu'il est permis conformément aux modalités de la convention de blocage. Voir la rubrique 4, «Contrôle de la personne inscrite».

La Société n'a pas de Comité de direction.

La majorité des personnes désignées ci-dessus à titre d'administrateurs sont des résidents canadiens en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario). Chacun des administrateurs actuels est en poste, sans discontinuer, depuis la date de son entrée en fonction. Selon les statuts de la Société, le Conseil est constitué d'au moins trois et d'au plus douze administrateurs devant être élus annuellement. Le Conseil d'administration a déterminé que le nombre d'administrateurs serait fixé à huit. Chaque administrateur demeure en poste jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires ou lorsque son successeur est dûment élu, à moins que son poste ne devienne vacant plus tôt, conformément aux règlements administratifs de la Société.

Rubrique 11. RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération totale des dirigeants de la Société énumérés ci-dessus, en tant que groupe, pour l'exercice terminé le 30 juin 1998, payée ou accumulée par la Société et ses filiales, s'est établie à 1 844 459 \$. La rémunération des cinq hauts dirigeants les mieux payés de la Société et de ses filiales a été la suivante :

Tableau sommaire de la rémunération

Nom et occupation principale	Rémunération annuelle				Rémunération à long terme
	Exercice	Salaire ⁽¹⁾ (\$)	Primes ⁽¹⁾ (\$)	Autres formes de rémunération annuelle (\$)	Options
Rubin I. Osten Président et chef de la direction de la Société	1998	620 000	-	-	-
	1997	620 000	-	-	100 000 ⁽²⁾
	1996	395 600	-(3)	-	125 000 ⁽³⁾
Gary Rogers Président et chef de l'exploitation, CMS/Data Corporation ⁽⁴⁾	1998	166 885	212 655	-	107 500
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
P. Scott Kadlec Vice-président de la Société	1998	317 620	-	-	-
	1997	262 181	-	-	25 000 ⁽⁵⁾
	1996	210 900	-(6)	-	45 000 ⁽⁶⁾
Bob Berkow Président et chef de l'exploitation, CompInfo, Inc. ⁽⁷⁾	1998	283 540	35 443	-	-
	1997	273 260	102 473	-	75 000 ⁽⁸⁾
	-	-	-	-	-
Brian Zanghi Président et chef de l'exploitation, PC DOCS, Inc. ⁽⁹⁾	1998	223 560	48 570	165 074	129 500
	1997	136 599	19 426	128 683	
	1996	130 610	62 305	53 656	500 5 000

Notes :

- La rémunération a été convertie en dollars canadiens au moyen des taux de change suivants pour des dollars américains :
1998 = 1,4177 \$
1997 = 1,3663 \$
1996 = 1,3613 \$
- Après l'exercice 1998, M. Osten a accepté d'annuler 150 000 options.
- Des 125 000 options, M. Osten a reçu 50 000 options en août 1996 au lieu de la prime comptant qu'il avait obtenue au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1996.
- M. Rogers est devenu un dirigeant de CMS/Data Corporation le 2 septembre 1997 et il a été vice-président, Vente de cette société jusqu'au 1^{er} juillet 1998.
- Après l'exercice 1998, M. Kadlec a accepté d'annuler 50 000 options.

6. Des 45 000 options, M. Kadlec a reçu 25 000 options en août 1996 au lieu de la prime comptant qu'il avait obtenue au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1996.
7. M. Berkow est devenu un dirigeant de CompInfo. Inc. le 1^{er} octobre 1996.
8. Le 3 avril 1998, la Société a approuvé la modification du prix de certaines options en circulation octroyées avant le 11 juillet 1997, ce qui a touché 75 000 options qui avaient été octroyées à M. Berkow au cours de l'exercice 1997 de la Société. Voir «Modification du prix des options».
9. M. Zanghi a cessé d'occuper ses fonctions de dirigeant de PC DOCS, Inc. le 25 septembre 1998. Il avait été nommé président et chef de l'exploitation de PC DOCS, Inc. le 9 avril 1998. La prime et les autres formes de rémunération annuelle de 1998 sont des montants que M. Zanghi avait gagnés alors qu'il occupait son poste précédent de vice-président, Vente, de PC DOCS, Inc.

La Société n'offre pas de prestations de retraite ni d'autres avantages similaires à ses dirigeants.

Rubrique 12. OPTIONS D'ACHAT DE TITRES DE LA SOCIÉTÉ OU DE FILIALES

Le tableau suivant présente les octrois individuels d'options d'achat d'actions ordinaires de la Société effectués au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1997 aux cinq hauts dirigeants suivants :

Octrois d'options au cours du plus récent exercice financier terminé

Nom et fonctions principales	Titres sous options octroyées (n^{bre})	% du total des options octroyées aux employés au cours de l'exercice	Prix de levée (\$/titre)	Cours des titres sous-jacents aux options à la date de l'octroi (\$/titre)	Expiration
Rubin I. Osten Président et chef de la direction de la Société	-	-	-	-	-
Gary Rogers Président et chef de l'exploitation, CMS/Data Corporation	1. 30 000 2. 77 500	5,53 %	1. 5,75 \$US/ action ordinaire 2. 6,63 \$US/ action ordinaire	1. 5,75 \$US/ action ordinaire 2. 6,63 \$US/ action ordinaire	1. 30/09/07 2. 01/07/08
P. Scott Kadlec Vice-président de la Société	-	-	-	-	-
Bob Berkow Président et chef de l'exploitation, CompInfo, Inc. ⁽¹⁾	-	-	-	-	-
Brian Zanghi Président et chef de l'exploitation, PC DOCS, Inc. ⁽²⁾	1. 4 500 2. 25 000 3. 100 000	6,66 %	1. 6,00 \$US/ action ordinaire 2. 5,88 \$US/ action ordinaire 3. 5,38 \$US/ action ordinaire	1. 6,00 \$US/ action ordinaire 2. 5,88 \$US/ action ordinaire 3. 5,38 \$US/ action ordinaire	1. 19/08/07 2. 15/09/07 3. 31/03/08

Notes :

1. Le 3 avril 1998, la Société a approuvé la modification du prix de certaines options en circulation octroyées avant le 11 juillet 1997, ce qui a touché 75 000 options qui avaient été octroyées à M. Berkow au cours de l'exercice 1997 de la Société. Voir «Modification du prix des options».
2. M. Zanghi a cessé d'occuper ses fonctions de dirigeant de PC DOCS, Inc. le 25 septembre 1998.

Le tableau suivant présente l'ensemble des levées individuelles d'options d'achat d'actions effectuées au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1998 par les cinq hauts dirigeants suivants, ainsi que le nombre et la valeur des options non levées en fin d'exercice :

**Total des options levées au cours du dernier exercice financier terminé
et valeur des options en fin d'exercice**

Nom et fonctions principales	Titres acquis à l'exercice (n^{bre})	Valeur globale réalisée (\$)	Options non levées à la clôture de l'exercice Levables/Non levables (n^{bre})	Valeur des options non levées en dedans à la clôture de l'exercice Levables/Non levables⁽¹⁾ (\$)
Rubin I. Osten Président et chef de la direction de la Société	-	-	357 800 / 0 ⁽²⁾	1 195 990 \$ / 0
Gary Rogers Président et chef de l'exploitation, CMS/Data Corporation	-	-	0 / 107 500	0 / 38 649 \$
P. Scott Kadlec Vice-président de la Société	-	-	200 000 / 0 ⁽³⁾	1 116 500 \$ / 0
Bob Berkow Président et chef de l'exploitation, CompInfo, Inc.	-	-	0 / 75 000	0 / 88 897 \$
Brian Zanghi Président et chef de l'exploitation, PC DOCS, Inc. ⁽⁴⁾	-	-	16 833 / 138 167	91 335 \$ / 260 515 \$

Notes :

1. Compte tenu d'un cours de l'action de 9,75 \$, soit son cours de clôture le 30 juin 1998 à la Bourse de Toronto.
2. Après l'exercice 1998, M. Osten a accepté d'annuler 150 000 de ses 357 800 options non levées.
3. Après l'exercice 1998, M. Kadlec a accepté d'annuler 50 000 de ses 200 000 options non levées.
4. M. Zanghi a cessé d'occuper ses fonctions de dirigeant de PC DOCS, Inc. le 25 septembre 1998.

Au 30 septembre 1998, il y avait d'émissions et en circulation des options d'achat pour 4 514 101 actions de la Société. Les prix de levée des options variaient entre 0,34 \$ et 31,57 \$ l'action ordinaire, et les dates d'expiration s'établissaient de mars 1999 à septembre 2008.

Le nombre total d'options d'achat d'actions détenues par des dirigeants de la Société et de ses filiales, en tant que groupe, au 30 septembre 1998, était de 1 546 300.

Modification du prix des options

Le 3 avril 1998, les actionnaires ont approuvé une résolution autorisant la Société à modifier le prix des options en circulation détenues par des employés actuels de la Société (à l'exclusion des options détenues par des administrateurs, anciens et actuels, de la Société) et octroyées avant le 11 juillet 1997, à des prix de levée supérieurs à 8,00 \$ (5,82 \$ US) par action et à modifier la date à laquelle ces options peuvent être levées en reportant d'un an leurs dates de levée. Conformément à cette résolution, les porteurs détenant 546 000 options ont modifié le prix de leurs options en circulation à 8,00 \$ (5,82 \$ US) et leurs dates de levée ont été reportées d'un an.

Le tableau suivant indique les détails se rapportant à la modification du prix des options détenues par des hauts dirigeants de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1998.

Nom	Date de modification du prix	Titres sous options dont le prix a été modifié (n ^{bre})	Cours des titres à la modification du prix (\$/titre)	Prix de levée à la modification du prix (\$/titre)	Nouveau prix de levée (\$/titre)	Durée à courir de l'option à la date de modification du prix
Bob Berkow, Président et chef de l'exploitation, CompInfo. Inc.	11/07/97	75 000	8,00 \$ (5,82 \$US)	5,82 \$ US	5,82 \$US	9,32 années
Martin Day, Vice-président, chef du contentieux et secrétaire de la Société	17/07/97	25 000	8,00 \$ (5,82 \$US)	18,70 \$	8,00 \$	9,23 années
Lynn Kauffman, Vice-président de la Société	11/07/97	1. 5 000 2. 10 000	8,00 \$ (5,82 \$US)	1. 13,00 \$ 2. 18,80 \$	1. 8,00 \$ 2. 8,00 \$	1. 8,09 années 2. 9,14 années

Rubrique 13. DIRIGEANTS ET AUTRES PERSONNES INTÉRESSÉS DANS CERTAINES OPÉRATIONS

Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 1998, la Société n'avait consenti aucun prêt, sauf les prêts de caractère courant, à des dirigeants.

PARTIE II

Rubrique 14. (NE S'APPLIQUE PAS)

PARTIE III

Rubrique 15. (NE S'APPLIQUE PAS)

Rubrique 16. (NE S'APPLIQUE PAS)

PARTIE IV

Rubrique 17. ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers déposés en tant que partie intégrante du présent rapport annuel sont indiqués à la rubrique 19 - États financiers et annexes.

Tous les états financiers aux présentes sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux États-Unis. Pour obtenir un historique des taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui étaient en vigueur, voir «Taux de change» à la rubrique 8.

Rubrique 18. (NE S'APPLIQUE PAS)

Rubrique 19. ÉTATS FINANCIERS ET ANNEXES

Les états financiers et annexes suivants sont déposés en tant que partie intégrante du présent rapport annuel.

a) États financiers et rapports

Les bilans consolidés vérifiés de PC DOCS Group International Inc. au 30 juin 1998 et 1997 et les états consolidés vérifiés des résultats et de l'évolution de la situation financière pour les trois exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 juin 1998 ainsi que les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés, présentés par Deloitte & Touche, comptables agréés, contenus dans le rapport annuel 1998 aux actionnaires.

b) Annexes*

- 1.0 Statuts de fusion datés du 30 juin 1986
- 1.1 Statuts de modification datés du 16 octobre 1986
- 1.2 Statuts de modification datés du 19 octobre 1990
- 1.3 Statuts de modification datés du 4 juillet 1994
- 2.0 Règlements administratifs de la Société :
 - Règlement numéro 5, adopté par le Conseil d'administration de la Société le 16 octobre 1986
 - Règlement numéro 6, adopté par le Conseil d'administration de la Société le 1^{er} avril 1990
 - Règlement numéro 7, adopté par le Conseil d'administration de la Société le 31 janvier 1994
- 3.0 Spécimen d'un certificat d'actions ordinaires de la Société.

* Intégré par renvoi à partir du formulaire 20-F pour l'exercice terminé le 30 juin 1995.

SIGNATURES

Conformément aux exigences de l'article 13 ou 15(d) de la *Securities Exchange Act of 1934*, la Société atteste qu'elle respecte toutes les exigences en matière de dépôt sur formulaire 20-F et qu'elle a dûment fait en sorte que soit signé le présent rapport annuel par le soussigné, dûment autorisé à cette fin.

PC DOCS Group International Inc.
(Personne inscrite)

_____/s/ Martin Day
Martin Day
Vice-président, chef du contentieux et secrétaire de la
Société

Daté du 13 novembre 1998